

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2900

[C — 2009/27156]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8, 9, 55 et 59*quater*;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique;

Vu l'avis n° 46.015/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Les présentes conditions s'appliquent aux installations de gestion de déchets des industries extractives, ci-après dénommées installations de gestion de déchets d'extraction, visées à la rubrique 90.27.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° installation de gestion de déchets d'extraction : un site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets d'extraction solides, liquides, en solution ou en suspension, pendant les périodes suivantes :

a) aucune période en ce qui concerne les installations de gestion de déchets de classe 1 et les installations pour déchets dangereux répertoriés dans le plan de gestion des déchets;

b) une période supérieure à six mois en ce qui concerne les installations pour les déchets dangereux produits inopinément;

c) une période supérieure à un an en ce qui concerne les installations pour les déchets non inertes non dangereux;

d) une période supérieure à trois ans en ce qui concerne les installations pour les terres non polluées, pour les déchets de prospection non dangereux, pour les déchets résultant de l'extraction, du traitement et du stockage de tourbe et pour les déchets inertes.

Ces installations sont équipées d'une digue ou d'une structure de retenue, de confinement, ou de toute autre structure utile, et comprennent aussi, mais pas exclusivement, des terrils et des bassins, mais pas de trous d'excavation dans lesquels les déchets sont replacés, après l'extraction du minéral, à des fins de remise en état et de construction;

2° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

3° déchet d'extraction : les déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, ainsi que de l'exploitation de carrières, à l'exclusion :

a) des déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement de ressources minérales et de l'exploitation de carrières, mais qui ne résultent pas directement de ces opérations;

b) de l'injection d'eau contenant des substances résultant d'opérations de prospection et d'extraction d'hydrocarbures ou d'activités minières et l'injection d'eau pour des raisons techniques, dans les strates géologiques d'où les hydrocarbures ou autres substances ont été extraits ou dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations. Ces injections ne contiennent pas d'autres substances que celles qui résultent des opérations susmentionnées;

c) de la réinjection d'eau extraite des mines et des carrières;

4° déchets dangereux : les déchets tels que définis à l'article 2, 5°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

5° déchets inertes : les déchets tels que définis à l'article 2, 6°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Un déchet doit être considéré comme inerte si les critères suivants sont rencontrés à la fois à court et long terme :

— le déchet ne subira aucune désintégration ou dissolution significative ou aucun changement significatif susceptible de causer un quelconque effet environnemental contraire ou dommageable pour la santé humaine;

— le déchet a un contenu maximum de sulfide de soufre de 0,1 %; ou le déchet a un contenu maximum de sulfide de soufre de 1 % et le ratio potentiel neutralisant défini comme le ratio entre le potentiel neutralisant et le potentiel acide, et déterminé sur la base d'un test statique prEN N° XXY, est plus grand que 3;

— le déchet ne présente aucun risque d'auto-combustion et ne brûlera pas;

— le contenu de substances potentiellement nuisibles à l'environnement ou à la santé humaine dans les déchets, et en particulier les substances As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V and Zn, y compris dans n'importe quelle particule fine seule des déchets, est suffisamment bas pour être d'un risque humain et écologique insignifiant à la fois à court et long terme. Ce critère est rencontré si le contenu de ces substances ne dépasse pas les valeurs seuils régionales pour les sites définis comme non contaminés;

— le déchet est substantiellement libre de produits utilisés dans l'extraction ou dans les processus qui pourraient être nuisibles à l'environnement ou la santé humaine.

Un déchet peut être considéré comme inerte sans test spécifique s'il peut être démontré, à la satisfaction du fonctionnaire technique, que les critères visés à l'alinéa 2 ont été adéquatement pris en considération et sont rencontrés au travers d'informations préalables existantes ou d'autres procédures ou projets valides;

6° terre non polluée : la terre extraite de la couche supérieure du sol au cours des activités d'extraction et qui ne contient pas des produits, des préparations, des substances, des déchets, des composés chimiques ou des organismes ou micro-organismes dans une concentration préjudiciable ou pouvant être préjudiciable, directement ou indirectement, à la qualité du sol;

7° ressource minérale ou minéral : un dépôt naturel, dans la croûte terrestre, d'une substance organique ou inorganique telle que les combustibles énergétiques, les minerais de métaux, les minéraux industriels et les minéraux de construction, à l'exclusion de l'eau;

8° industries extractives : l'ensemble des établissements pratiquant l'extraction de ressources minérales à ciel ouvert ou sous terre à des fins commerciales, y compris le forage, ou le traitement des matériaux extraits;

9° traitement : un procédé mécanique, physique, biologique, thermique ou chimique, ou une combinaison de ces procédés, appliqué à des ressources minérales, destiné à extraire le minéral des ressources minérales, en ce compris la modification de la taille, le triage, la séparation et le lessivage, ainsi que le traitement secondaire de déchets précédemment mis au rebut, à l'exclusion de la fusion, des procédés de fabrication thermiques autres que la calcination de la pierre à chaux et des procédés métallurgiques;

10° résidus : les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par des procédés de séparation (par exemple, concassage, broyage, criblage, flottation et autres techniques physico-chimiques) destinés à extraire les minéraux de valeur de la roche;

11° terriil : un site aménagé destiné au dépôt en surface des déchets solides;

12° digue : un ouvrage d'art aménagé pour retenir ou confiner l'eau et/ou les déchets dans un bassin;

13° bassin : un site naturel ou aménagé destiné à recevoir les déchets à grains fins, en principe des résidus, et des quantités variables d'eau libre issue du traitement des ressources minérales ainsi que de l'épuration et du recyclage des eaux de traitement;

14° cyanure facilement libérable : du cyanure et des composés cyanurés dissous par un acide faible à un certain pH;

15° lixiviat : tout liquide filtrant par percolation des déchets déposés et s'écoulant d'une installation de gestion de déchets ou contenu dans celle-ci, y compris les eaux de drainage polluées, et qui est susceptible de nuire à l'environnement s'il ne subit pas un traitement approprié;

16° accident majeur : un événement qui se produit sur le site au cours d'une opération impliquant la gestion de déchets d'extraction dans tout établissement visé par le présent chapitre et qui entraîne un danger grave pour la santé humaine et/ou pour l'environnement, immédiatement ou à terme, sur le site ou en dehors du site;

17° substance dangereuse : une substance, un mélange ou une préparation dangereuse au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

18° eaux réceptrices : les eaux de surface, les eaux souterraines, les eaux de transition et les eaux côtières définies comme suit :

a) eaux de surface : les eaux intérieures, à l'exception des eaux souterraines, les eaux de transition et les eaux côtières, sauf en ce qui concerne leur état chimique, pour lequel les eaux territoriales sont également incluses;

b) eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;

c) eaux de transition : des masses d'eaux de surface à proximité des embouchures de rivières, qui sont partiellement salines en raison de leur proximité d'eaux côtières, mais qui sont fondamentalement influencées par des courants d'eau douce;

d) eaux côtières : les eaux de surface situées en-deçà d'une ligne dont tout point est situé à une distance d'un mille marin au-delà du point le plus proche de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales et qui s'étendent, le cas échéant, jusqu'à la limite extérieure d'une eau de transition;

19° prospection : la recherche de gisements de minéraux ayant une valeur économique, y compris l'échantillonnage, l'échantillonnage global, le forage et l'excavation, à l'exclusion de tous les travaux nécessaires à l'exploitation de ces gisements et de toutes les activités directement associées à une opération extractive existante;

20° exploitant : la personne physique ou morale responsable de la gestion des déchets d'extraction, y compris en ce qui concerne le stockage temporaire des déchets d'extraction ainsi que pendant la période d'exploitation de l'installation et après sa fermeture;

21° détenteur de déchets : le producteur de déchets d'extraction ou la personne physique ou morale en possession de ces déchets;

22° personne compétente : une personne physique qui a les compétences techniques et l'expérience nécessaires pour remplir les obligations découlant du présent arrêté;

23° site : la totalité d'un terrain situé dans un endroit géographique précis et qui est géré par un exploitant;

24° modification importante : une modification apportée à la structure ou à l'exploitation d'une installation de gestion de déchets qui, de l'avis de l'autorité compétente, est susceptible d'avoir des effets négatifs importants sur la santé humaine ou l'environnement;

25° installation existante : toute installation de gestion de déchets d'extraction dûment autorisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Une installation pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilée à un établissement existant.

Art. 4. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou réduire autant que possible les effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine résultant de la gestion de déchets d'extraction.

Cela comprend la gestion de toute installation de gestion de déchets, y compris après sa fermeture, ainsi que la prévention des accidents majeurs mettant en cause cette installation et la limitation de leurs incidences sur l'environnement et la santé humaine.

Les mesures visées à l'alinéa 1^{er} s'appuient, entre autres, sur les meilleures techniques disponibles, en tenant compte des caractéristiques techniques de l'installation de gestion des déchets, de sa localisation géographique et des conditions environnementales locales.

CHAPITRE II. — *Plan de gestion des déchets*

Art. 5. § 1^{er}. L'exploitant établit, en tenant compte du principe de développement durable, un plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction.

§ 2. Les objectifs du plan de gestion des déchets sont les suivants :

1° prévenir ou réduire la production de déchets et les effets nocifs qui en résultent, en particulier :

a) en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux;

b) en tenant compte des modifications que peuvent subir les déchets d'extraction du fait d'un accroissement de leur surface spécifique et de leur exposition aux conditions en surface;

c) en envisageant de replacer les déchets d'extraction dans les trous d'excavation après l'extraction des minéraux, pour autant que cette opération soit techniquement et économiquement réalisable et écologiquement rationnelle conformément aux normes environnementales existant au niveau de la Communauté et, le cas échéant, aux exigences du présent chapitre;

d) en envisageant de remettre la couche arable en place après la fermeture de l'installation de gestion de déchets ou, si cela n'est pas réalisable, de la réutiliser ailleurs;

e) en envisageant d'utiliser des substances moins dangereuses pour traiter les ressources minérales;

2° encourager la valorisation des déchets d'extraction en les recyclant, en les réutilisant ou en les valorisant, pour autant que ce soit écologiquement rationnel conformément aux normes environnementales existant au niveau de la Communauté et, le cas échéant, aux exigences du présent chapitre;

3° assurer l'élimination sûre à court et à long terme des déchets d'extraction, en particulier en tenant compte, durant la phase de conception, de la gestion pendant l'exploitation et après la fermeture de l'installation de gestion de déchets, et en choisissant une conception qui :

a) requière un minimum et, si possible, à terme, pas de surveillance, de contrôle ni de gestion de l'installation de gestion de déchets fermée;

b) prévienne ou tout au moins réduise au minimum tout effet négatif à long terme imputable, par exemple, à la migration de polluants aquatiques ou atmosphériques à partir de l'installation de gestion de déchets; et

c) assure la stabilité géotechnique à long terme des digues ou des terrils s'élevant au-dessus de la surface du sol préexistante.

§ 3. Le plan de gestion des déchets contient au moins les éléments suivants :

1° le cas échéant, la classification proposée pour l'installation de gestion des déchets conformément à la rubrique 90.27.01.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

a) lorsque la rubrique 90.27.01.03 est d'application, un document prouvant qu'une politique de prévention des accidents majeurs, qu'un système de gestion de la sécurité destiné à la mettre en œuvre et qu'un plan d'urgence interne seront mis en œuvre conformément à l'article 9;

b) lorsque l'exploitant estime que l'installation de gestion de déchets n'est pas visée par la rubrique 90.27.01.03, des informations suffisantes, y compris un recensement des risques d'accidents possibles, le justifiant;

2° la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I^{re} et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront produites durant la période d'exploitation;

3° la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis;

4° la description de la manière dont le dépôt de ces déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement pendant l'exploitation et après la fermeture, y compris les aspects visés à l'article 13, 1°, 2°, 4° et 5°;

5° les procédures de contrôle et de surveillance proposées en application de l'article 11, le cas échéant, et de l'article 13, 3°;

6° le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture telles qu'elles sont prévues au chapitre VI;

7° les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau conformément au Code de l'Eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol conformément au chapitre VII;

8° une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation de gestion de déchets.

Le plan de gestion des déchets fournit suffisamment d'informations pour permettre au fonctionnaire technique d'évaluer la capacité de l'exploitant à atteindre les objectifs du plan de gestion des déchets définis au § 2, ainsi que les obligations qui lui incombent en vertu du présent arrêté. Le plan comporte en particulier une justification de la manière dont l'option et la méthode choisies conformément au § 2, 1°, a), répondront aux objectifs du plan de gestion des déchets fixés au § 2, 1°.

Art. 6. Les plans établis en vertu d'une autre législation nationale, régionale ou communautaire et contenant les informations mentionnées à l'article 5, § 3, peuvent être utilisés lorsque cela permet d'éviter une répétition inutile des informations et des travaux effectués par l'exploitant, à condition que toutes les exigences des articles 5 et 8 soient remplies.

Art. 7. § 1^{er}. Le plan de gestion est transmis au fonctionnaire technique pour approbation :

1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le fonctionnaire technique envoie au demandeur, par lettre recommandée, sa décision statuant sur le caractère complet et recevable du plan de gestion dans un délai de quinze jours à dater du jour de réception de celui-ci. A défaut, la demande est considérée comme complète et recevable.

La demande est incomplète s'il manque des renseignements requis.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire technique indique les renseignements manquants. Le demandeur transmet au fonctionnaire technique, selon les modalités prévues à l'alinéa 1^{er}, les renseignements manquants. Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le fonctionnaire technique envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. A défaut, la demande est considérée comme complète et recevable.

La demande est irrecevable :

- 1° si elle a été introduite en violation de l'alinéa 1^{er};
- 2° si elle est jugée incomplète à deux reprises.

Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire technique indique au demandeur les motifs de l'irrecevabilité.

Le fonctionnaire technique envoie sa décision d'approbation du plan de gestion par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère complet et recevable dudit plan.

§ 2. Un recours contre les décisions visées au § 1^{er}, alinéa 7, est ouvert à l'exploitant auprès du directeur général de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

A peine de déchéance, le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision.

Le recours est introduit selon les modalités prévues au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le directeur général envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de quarante-cinq jours à dater du jour où il a reçu le recours.

§ 3. Le plan de gestion approuvé est joint, selon le cas, à la demande de permis ou à la déclaration.

§ 4. La modification du plan de gestion de déchets est approuvée en suivant la procédure organisée aux §§ 1^{er} et 2.

Art. 8. Le plan de gestion des déchets est réexaminé et/ou modifié tous les cinq ans, le cas échéant, en cas de modifications substantielles de l'exploitation de l'installation ou des déchets déposés. Toute modification doit être notifiée au fonctionnaire technique.

CHAPITRE III. — *Prévention des accidents majeurs et informations*

Art. 9. § 1^{er}. Tout exploitant d'une installation de gestion de déchets d'extraction visée par la rubrique 90.27.01.03 de l'arrêté du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, à l'exception des installations visées par l'Accord de coopération du 21 juin 1999 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, définit, avant le début de l'exploitation, une politique de prévention des accidents majeurs en ce qui concerne la gestion des déchets d'extraction, met en place un système de gestion de la sécurité afin de mettre ladite politique en œuvre, conformément aux dispositions de l'annexe II, et met en œuvre un plan d'urgence interne précisant les mesures à prendre sur le site en cas d'accident.

Dans le cadre de cette politique, l'exploitant désigne notamment un responsable de la sécurité chargé de la mise en œuvre et du suivi périodique de la politique de prévention des accidents majeurs.

§ 2. Les plans d'urgence visés au paragraphe 1^{er} ont pour objectif de :

- 1° contenir et maîtriser les accidents majeurs et autres incidents de façon à en réduire au minimum les effets, et notamment à limiter les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement;
- 2° mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs et d'autres incidents;
- 3° communiquer les informations nécessaires au public et aux services ou aux autorités appropriés de la Région;
- 4° prévoir la remise en état, la restauration et l'épuration de l'environnement après un accident majeur.

§ 3. Dès la mise en exploitation de l'installation de gestion de déchets d'extraction, l'exploitant établit un document rassemblant les informations suivantes :

- 1° le nom de l'exploitant et l'adresse de l'installation de gestion de déchets;
- 2° l'identification, par sa fonction, de la personne qui fournit les informations en matière de prévention des accidents majeurs;
- 3° la confirmation du fait que l'installation de gestion de déchets est soumise aux présentes conditions sectorielles et, le cas échéant, que les dangers d'accidents majeurs ont été identifiés et que les mesures nécessaires ont été prises au niveau de la conception, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien, de la fermeture et du suivi après fermeture de l'installation de gestion des déchets pour prévenir de tels accidents et limiter leurs conséquences néfastes pour la santé humaine et/ou l'environnement, y compris toute incidence transfrontalière, ont été approuvés par l'autorité compétente;
- 4° l'explication, en termes clairs et simples, de l'activité ou des activités menées sur le site;
- 5° la dénomination commune, le nom générique ou la catégorie générale de danger des substances et des préparations se trouvant dans l'installation de gestion de déchets, ainsi que des déchets qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses;
- 6° les informations générales sur la nature des risques d'accident majeur, y compris leurs effets potentiels sur la population et l'environnement avoisinants;
- 7° la confirmation de l'obligation faite à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site, et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en réduire au minimum les effets;
- 8° les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité.

Le document visé à l'alinéa 1^{er} est transmis au gouverneur de la province concerné, au bourgmestre de la ou des communes sur lesquelles une enquête publique a été organisée et au fonctionnaire chargé de la surveillance. Il est fourni gratuitement à toute personne qui en fait la demande.

Il est réexaminé tous les trois ans et, au besoin, mis à jour.

Art. 10. En cas d'accident majeur, l'exploitant fournit immédiatement à l'autorité compétente toutes les informations requises pour contribuer à réduire au minimum les conséquences pour la santé humaine et pour évaluer et réduire au minimum l'étendue, avérée ou potentielle, des dommages environnementaux.

CHAPITRE IV. — *Trous d'excavation*

Art. 11. L'exploitant, lorsqu'il replace les déchets d'extraction dans les trous d'excavation à des fins de remise en état et de construction, qu'ils soient créés par une extraction en surface ou par une extraction souterraine, prend les mesures appropriées pour :

- 1° assurer la stabilité des déchets d'extraction, conformément, mutatis mutandis, à l'article 13;
- 2° prévenir la pollution du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, conformément, mutatis mutandis, aux articles 20, 21 et 23;
- 3° assurer la surveillance des déchets d'extraction et du trou d'excavation, conformément, mutatis mutandis, aux articles 17 et 18.

L'arrêté du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique s'applique aux déchets autres que les déchets d'extraction utilisés pour combler les trous d'excavation.

CHAPITRE V. — *Construction et gestion des installations de gestion de déchets*

Art. 12. La gestion d'une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2 est confiée à une personne compétente désignée par l'exploitant au sein de son personnel. Le développement technique et la formation de son personnel sont assurés par l'exploitant.

Art. 13. Au moment de la construction d'une nouvelle installation de gestion de déchets ou de la modification d'une installation existante, l'exploitant veille à ce que :

1° l'installation soit implantée sur un site adéquat notamment en ce qui concerne les zones protégées et les conditions géologiques, hydrologiques, hydrogéologiques, sismiques et géotechniques, et qu'elle soit conçue de manière à remplir les conditions nécessaires, à court et à long terme, pour prévenir la pollution du sol, de l'air, des eaux souterraines ou des eaux de surface, compte tenu notamment du Code de l'Eau, pour assurer une collecte efficace des lixiviats et des eaux contaminés dans les conditions prévues par l'autorisation et pour réduire l'érosion due à l'eau ou au vent dans la mesure où cela est techniquement possible et économiquement viable;

2° l'installation soit construite, gérée et entretenue de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir la pollution ou la contamination du sol, de l'air, des eaux de surface ou des eaux souterraines, à court et à long terme, ainsi qu'à limiter autant que possible les dégâts causés au paysage;

3° les dispositions nécessaires aient été prises pour assurer la surveillance et l'inspection régulières de l'installation par des personnes compétentes et pour intervenir au cas où l'on relèverait des signes d'instabilité ou de contamination de l'eau ou du sol;

4° les dispositions nécessaires aient été prises pour remettre le site en état et fermer l'installation;

5° les dispositions nécessaires aient été prises pour le suivi après fermeture de l'installation de gestion de déchets.

Les rapports de surveillance et d'inspection mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 3°, sont conservés, ainsi que les documents relatifs à l'autorisation, de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant.

Art. 14. L'exploitant d'une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2, à l'exception des installations, non visées par la rubrique 90.27.01.03, de gestion de déchets destinées à accueillir exclusivement des déchets non inertes et non dangereux, notifiée à l'autorité compétente, dans un délai raisonnable, et en tout état de cause dans les 48 heures au plus tard, tout événement susceptible de porter atteinte à la stabilité de l'installation de gestion des déchets, ainsi que tout effet néfaste important sur l'environnement révélé par les procédures de contrôle et de surveillance de l'installation de gestion de déchets. L'exploitant applique le plan d'urgence interne, le cas échéant, et se conforme à toute autre instruction de l'autorité compétente quant aux mesures correctives qu'il convient de prendre.

Le coût des mesures est supporté par l'exploitant.

Selon une fréquence fixée par l'autorité compétente, et en tout état de cause au moins une fois par an, l'exploitant, sur la base de données agrégées, communique à l'autorité compétente et au fonctionnaire chargé de la surveillance tous les résultats de la surveillance dans le but de démontrer le respect des conditions d'autorisation et d'accroître les connaissances concernant le comportement des déchets et des installations de gestion de déchets. Sur la base de ce rapport, l'autorité compétente peut décider qu'une validation par un expert indépendant est nécessaire.

CHAPITRE VI. — *Fermeture et suivi après fermeture*

Art. 15. La procédure de fermeture d'une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2 ne peut être engagée que si l'une des conditions suivantes est remplie :

- 1° les conditions correspondantes figurant dans le permis sont réunies;
- 2° l'autorisation de fermeture est accordée par le fonctionnaire technique, à la demande de l'exploitant;
- 3° le fonctionnaire technique prend une décision à cet effet.

Art. 16. Une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2 ne peut être considérée comme définitivement fermée que lorsque le fonctionnaire chargé de la surveillance a effectué, dans un délai raisonnable, une inspection finale sur place, a évalué tous les rapports présentés par l'exploitant, certifié que le terrain ayant subi des dommages dus à l'installation de gestion de déchets a été remis en état et donné son accord pour la fermeture à l'exploitant.

Cet accord ne diminue en rien les obligations qui incombent à l'exploitant en vertu du permis ou de la législation en vigueur.

Art. 17. Après la fermeture, l'exploitant d'une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2 est responsable de l'entretien, de la surveillance et du contrôle du site et des mesures correctives, pour toute la durée que le fonctionnaire technique, au vu de la nature et de la durée du danger, aura jugée nécessaire, sauf s'il décide d'assumer lui-même ces tâches à la place de l'exploitant, après la fermeture définitive d'une installation et sans préjudice des dispositions légales relatives à la responsabilité du détenteur de déchets.

Art. 18. Si le fonctionnaire technique l'estime nécessaire afin de satisfaire aux exigences environnementales applicables prévues notamment dans le Code de l'Eau, après la fermeture de l'installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2, à l'exception des installations, non visées par la rubrique 90.27.01.03, de gestion de déchets destinées à accueillir exclusivement des déchets non inertes et non dangereux, l'exploitant surveille, entre autres, la stabilité physique et chimique de l'installation et réduit au minimum les effets néfastes sur l'environnement, notamment pour ce qui est des eaux de surface et des eaux souterraines, en veillant à ce que :

1° toutes les structures constitutives de l'installation soient surveillées et entretenues, les appareils de contrôle et de mesure étant toujours prêts à être utilisés;

2° le cas échéant, les canaux de surverse et les déversoirs soient nettoyés et dégagés.

Art. 19. Après la fermeture de l'installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2, à l'exception des installations, non visées par la rubrique 90.27.01.03, de gestion de déchets destinées à accueillir exclusivement des déchets non inertes et non dangereux, l'exploitant notifié sans retard au fonctionnaire technique et au fonctionnaire chargé de la surveillance tout événement susceptible de porter atteinte à la stabilité de l'installation, ainsi que tout effet néfaste significatif sur l'environnement révélé par les procédures de contrôle et de surveillance pertinentes. L'exploitant applique le plan d'urgence interne, le cas échéant, et se conforme à toute instruction du fonctionnaire technique quant aux mesures correctives qu'il convient de prendre.

Le coût des mesures est supporté par l'exploitant.

Selon une fréquence déterminée par le fonctionnaire technique, l'exploitant lui communique, ainsi qu'au fonctionnaire chargé de la surveillance, sur la base de données agrégées, tous les résultats de la surveillance dans le but de démontrer le respect des conditions d'autorisation et d'accroître les connaissances concernant le comportement des déchets et des installations de gestion de déchets.

CHAPITRE VII. — *Prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et de la pollution de l'air et du sol*

Art. 20. L'exploitant prend les mesures nécessaires pour prévenir, conformément au Code de l'Eau, la détérioration de la qualité actuelle de l'eau, en procédant, entre autres, aux opérations suivantes :

1° évaluer le potentiel de production de lixiviats, y compris le niveau de contaminants de ces derniers, des déchets déposés pendant la période d'exploitation de l'installation de gestion de déchets et après sa fermeture, et effectuer le bilan hydrique de l'installation;

2° prévenir la production de lixiviats et la contamination des eaux de surface ou des eaux souterraines et du sol par les déchets, ou les réduire au minimum;

3° recueillir et traiter les eaux contaminées et les lixiviats provenant de l'installation afin qu'ils atteignent la qualité requise pour pouvoir être rejetés.

Art. 21. Lorsque, sur la base d'une évaluation des risques environnementaux tenant compte en particulier, et selon leur applicabilité, des dispositions du Code de l'Eau, l'autorité compétente décide que la collecte et le traitement des lixiviats ne sont pas nécessaires, ou qu'il est établi que l'installation de gestion de déchets ne présente pas de danger pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, les exigences visées à l'article 20, 2° et 3° peuvent être assouplies ou il peut y être dérogé en conséquence.

Art. 22. L'élimination des déchets d'extraction, sous forme solide, boueuse ou liquide, dans les eaux réceptrices autres que celles destinées spécialement à l'élimination de ces déchets, ne peut être effectuée par l'exploitant que dans le respect des exigences correspondantes du Code de l'Eau.

Art. 23. L'exploitant, lorsqu'il remplace les déchets d'extraction et les autres matières extraites dans les trous d'excavation autorisés à être inondés après fermeture, qu'ils soient créés par une extraction en surface ou par une extraction souterraine, prend les mesures nécessaires pour prévenir ou réduire au minimum la détérioration de l'eau et la pollution du sol conformément, mutatis mutandis, aux articles 20 et 21.

L'exploitant fournit à l'autorité compétente les informations nécessaires pour assurer le respect de ses obligations.

Art. 24. Dans le cas d'un bassin contenant du cyanure, l'exploitant d'une installation de gestion de déchets de classe 1 ou 2, à l'exception des installations, non visées par la rubrique 90.27.01.03, de gestion de déchets destinées à accueillir exclusivement des déchets non inertes et non dangereux, veille à ce que la concentration dans le bassin de cyanure facilement libérable soit réduite au minimum au moyen des meilleures techniques disponibles et que, dans tous les cas, dans les installations ayant obtenu au préalable une autorisation ou qui étaient déjà en exploitation le 1^{er} mai 2008, elle ne dépasse pas, au point de déversement des résidus dans le bassin, 50 ppm à partir du 1^{er} mai 2008, 25 ppm à partir du 1^{er} mai 2013, 10 ppm à partir du 1^{er} mai 2018, et 10 ppm dans les installations obtenant une autorisation après le 1^{er} mai 2008.

Si l'autorité compétente le demande, l'exploitant apporte la preuve, au moyen d'une évaluation des risques tenant compte des conditions particulières au site, qu'il n'est pas nécessaire d'abaisser davantage ces valeurs limites.

Art. 25. L'exploitant prend les mesures appropriées pour prévenir ou réduire la poussière et les émissions de gaz.

CHAPITRE VIII. — *Garantie financière*

Art. 26. Une sûreté est exigée avant le démarrage de toute activité impliquant l'accumulation ou le dépôt de déchets d'extraction dans une installation de gestion de déchets d'extraction de classe 1 ou 2, à l'exception des installations, non visées par la rubrique 90.27.01.03, de gestion de déchets destinées à accueillir exclusivement des déchets non inertes et non dangereux, afin que :

a) toutes les obligations figurant dans le permis, y compris les dispositions relatives au suivi après fermeture, soient respectées;

b) des fonds soient disponibles à tout moment pour remettre en état le terrain du site ayant subi des dommages dus à l'installation de gestion de déchets, comme indiqué dans le plan de gestion des déchets.

Art. 27. La sûreté est calculée sur la base :

1° des incidences potentielles de l'installation de gestion des déchets sur l'environnement, compte tenu notamment de la catégorie à laquelle appartient l'installation, des caractéristiques des déchets et de la future affectation du terrain après sa remise en état;

2° de l'hypothèse que des tiers indépendants et qualifiés évalueront et réaliseront les travaux de remise en état éventuellement nécessaires.

Le montant de la sûreté est adapté de manière périodique de façon appropriée en fonction des travaux de remise en état de toute nature, nécessités par le terrain ayant subi des dommages dus à l'installation de gestion de déchets comme indiqué dans le plan de gestion des déchets.

Art. 28. Lorsque le fonctionnaire technique a donné son accord à la fermeture de l'installation conformément à l'article 16, il délivre à l'exploitant une déclaration écrite qui le libère de l'obligation de garantie visée à l'article 26, à l'exception des obligations concernant la phase de suivi après fermeture conformément à l'article 17.

CHAPITRE IX. — *Surveillance*

Art. 29. Avant le démarrage des opérations de dépôt et, ensuite, y compris après la fermeture, à des intervalles réguliers à fixer par l'autorité compétente, le fonctionnaire chargé de la surveillance inspecte les installations de gestion de déchets afin de s'assurer que ces installations respectent les conditions pertinentes de l'autorisation. Un bilan positif ne diminue en rien la responsabilité incombant à l'exploitant en vertu des conditions prescrites par l'autorisation.

Art. 30. L'exploitant tient à jour des registres concernant toutes les opérations de gestion de déchets, les met à la disposition de l'autorité compétente pour inspection et veille à ce qu'en cas de changement d'exploitant pendant la période d'exploitation de l'installation de gestion de déchets, les informations et les rapports actualisés relatifs à l'installation soient transmis.

CHAPITRE X. — *Dispositions modificative, transitoires et finale*

Art. 31. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, il est ajouté un 2^{ème} alinéa rédigé comme suit :

« Les déchets d'extraction visés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture ne relèvent pas des dispositions du présent arrêté. »

Art. 32. Les installations de gestion de déchets qui sont en exploitation le 1^{er} mai 2008 satisfont aux dispositions du présent arrêté au plus tard le 1^{er} mai 2012, à l'exception :

- 1° des dispositions de l'article 26, auxquelles il faut satisfaire au plus tard le 1^{er} mai 2014;
- 2° des dispositions de l'article 24, auxquelles il faut satisfaire conformément au calendrier qui y est indiqué.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux installations de gestion de déchets fermées au 1^{er} mai 2008.

L'article 11 est applicable dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 33. Les chapitres II et III et les articles 15 à 18, 26 et 27 ne s'appliquent pas aux installations de gestion de déchets :

- qui ont cessé d'accepter des déchets avant le 1^{er} mai 2006,
- qui achèvent les procédures de fermeture conformément au permis qui les vise, et
- qui seront effectivement fermées d'ici au 31 décembre 2010.

Art. 34. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE I^{re}

Caractérisation des déchets

I. Les déchets à déposer dans une installation font l'objet d'une caractérisation de manière à garantir la stabilité physique et chimique à long terme de la structure de l'installation et à prévenir les accidents majeurs. La caractérisation des déchets comporte, selon le cas et en fonction de la catégorie de l'installation concernée, les éléments suivants :

1° description des caractéristiques physiques et chimiques attendues des déchets à déposer à court et à long terme, avec une référence particulière à leur stabilité dans des conditions atmosphériques/météorologiques en surface en tenant compte du type de minéral ou de minéraux extraits et de la nature de tout minéral de mort-terrain et/ou de gangue qui sera déplacé pendant les opérations d'extraction;

2° classification des déchets conformément à la rubrique correspondante de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, en tenant plus particulièrement compte des caractéristiques qui les rendent dangereux;

3° description des substances chimiques utilisées au cours du traitement de la ressource minérale et de leur stabilité;

4° description de la méthode de dépôt;

5° système de transport des déchets utilisé.

II. Les éléments visés au point I comportent les informations suivantes :

1. Informations générales :

Passage en revue et explication du contexte général et des objectifs des opérations d'extraction.

Collect d'informations générales sur les éléments suivants :

- prospection, extraction, ou activités mises en œuvre,
- type et description des méthode d'extraction et processus mis en œuvre, et
- nature des produits prévus.

2. Informations sur la géologie des dépôts à exploiter.

Identification des unités de déchets qui seront exposés par extraction et processus, en fournissant des informations pertinentes sur :

- la nature des roches environnantes, leur chimie et minéralogie, en ce compris l'altération hydrothermale des roches minéralisées et des roches stériles,
- la nature des dépôts, en ce compris les roches minéralisées ou les roches contenant les minéralisations,
- la typologie de la minéralisation, leurs caractéristiques et minéralogiques, en ce compris les propriétés physiques comme la densité, la porosité, la distribution granulométrique, le contenu en eau, les roches stériles recouvrant les matières minérales exploitées, la gangue de la matière minérale exploitée, les minéraux hydrothermaux nouvellement formés,
- la taille et la géométrie des dépôts,
- l'érosion et l'altération supergène d'un point de vue chimique et minéralogique.

3. Les déchets et leur traitement prévu.

Description de la nature de tous les déchets produits dans chaque prospection, extraction et opération de traitement, incluant terres de découverte, déchets de roches et matières en décantation, en fournissant des informations sur les éléments suivants :

- l'origine des déchets sur le site d'extraction et le processus générant ces déchets, tel que la prospection, l'extraction, le broyage, la concentration,
- la quantité des déchets,
- la description du système de transport des déchets,
- la description des substances chimiques utilisées durant le traitement,
- le type d'installation de déchets prévue, la forme finale de l'exposition des déchets et la méthode de dépôt des déchets dans l'installation.

4. Le comportement géotechnique des déchets.

Identification des paramètres appropriés pour déterminer les caractéristiques physiques intrinsèques des déchets prenant en compte le type de l'installation de déchets.

Paramètres pertinents à prendre en considération : granulométrie, plasticité, densité et contenu en eau, degré de compactage, résistance au cisaillement et angle de frottement, perméabilité et ratio du volume des vides et du volume total, compressibilité et consolidation.

5. Caractéristiques géochimiques et comportement des déchets.

Spécification des caractéristiques chimiques et minéralogiques des déchets et de tous les additifs ou résidus restant dans les déchets.

Prédiction des caractéristiques chimiques des effluents percolents à travers les déchets (pour chaque type de déchets), prenant en compte leurs traitements prévus, en particulier :

- a) évaluation des métaux, oxyanion et évolution dans le temps de la solubilité au moyen de tests de lixiviation à pH variable, et/ou test de percolation et/ou émission (relargage) en fonction du temps et/ou autres tests appropriés,
- b) pour les déchets contenant des sulphides, des tests statiques ou cinétiques doivent être réalisés afin de déterminer le potentiel acidogène et la variation de la solubilité des métaux en fonction du temps.

Remarque : Les critères pour définir les déchets inertes conformément à l'article 3, 3°, du présent arrêté doivent être pris en compte pour déterminer le comportement géochimique des déchets. Si un déchet est considéré comme inerte sur base de ces critères, ce déchet doit uniquement faire l'objet des tests géochimiques visés ci-dessus.

III. Les informations et données nécessaires à la caractérisation des déchets sont collectées dans l'ordre suivant :

1. Les investigations et études existantes, incluant les autorisations existantes, les études géologiques, les sites similaires, les listes de déchets inertes, les systèmes de certification adéquats, les critères européens ou régionaux pour des matériaux similaires qui satisfont aux exigences techniques spécifiés ci-dessus doivent être utilisées;

2. La qualité et la représentativité de toutes les informations doivent être évaluées et les éventuelles informations manquantes doivent être identifiées;

3. Lorsque les informations nécessaires pour la caractérisation des déchets sont manquantes, un plan de prélèvements doit être réalisé conformément au standard EN 14899 et les prélèvements doivent être pris conformément au plan de prélèvements. Les plans de prélèvements doivent être basés sur des informations identifiées comme nécessaires, incluant :

- l'objectif de la récolte de données,
- le programme de tests et les exigences des prélèvements,
- les situations de prélèvements, incluant les prélèvements par forage carotté, le front d'extraction, la courroie transporteuse, les dépôts, les bassins ou autre situation pertinente,
- les procédures et recommandations pour le nombre de prélèvements, leur taille, leur masse, leur description et leur traitement,

Le sérieux et la qualité du résultat des prélèvements est évalué,

4. Les résultats du processus de caractérisation doivent être évalués et, si nécessaire, des informations additionnelles doivent être collectées selon la même méthodologie. Le résultat final doit être intégré dans le plan de gestion des déchets.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE II

Politique de prévention des accidents majeurs

La politique de prévention des accidents majeurs et le système de gestion de la sécurité mis en place par l'exploitant sont proportionnés aux risques d'accident majeur présentés par l'installation de gestion de déchets. Aux fins de leur mise en œuvre, il est tenu compte des éléments suivants :

1° la politique de prévention des accidents majeurs comprend les objectifs et les principes d'action généraux de l'exploitant en ce qui concerne la maîtrise des risques d'accidents majeurs;

2° le système de gestion de la sécurité intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs;

3° les points suivants sont abordés dans le cadre du système de gestion de la sécurité :

a) organisation et personnel — rôles et responsabilités du personnel associé à la gestion des risques d'accidents majeurs à tous les niveaux de l'organisation; identification des besoins en matière de formation de ce personnel et organisation de cette formation; participation du personnel et, le cas échéant, des sous-traitants;

b) identification et évaluation des risques d'accidents majeurs — adoption et mise en œuvre de procédures pour l'identification systématique des risques d'accidents majeurs pouvant se produire en cas de fonctionnement normal ou anormal, ainsi qu'évaluation de leur probabilité et de leur gravité;

c) contrôle d'exploitation — adoption et mise en œuvre de procédures et d'instructions pour le fonctionnement dans des conditions de sécurité, y compris en ce qui concerne l'entretien de l'installation, les procédés, l'équipement et les arrêts temporaires;

d) gestion des modifications — adoption et mise en œuvre de procédures pour la planification des modifications à apporter aux nouvelles installations de gestion de déchets ou pour leur conception;

e) planification des situations d'urgence — adoption et mise en œuvre de procédures visant à identifier les urgences prévisibles grâce à une analyse systématique et à élaborer, à expérimenter et à réexaminer les plans d'urgence pour pouvoir faire face à de telles situations d'urgence;

f) surveillance des performances — adoption et mise en œuvre de procédures en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité, et mise en place de mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect. Les procédures englobent le système de l'exploitant permettant la notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de protection, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé;

g) contrôle et analyse — adoption et mise en œuvre de procédures en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité; analyse documentée et mise à jour, par la direction, des résultats de la politique et du système de gestion de la sécurité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2900

[C - 2009/27156]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung sektorbezogener und integraler Bedingungen für die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaubabfällen und über die weitere Überwachung nach der Stilllegung und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8, 9, 55 und 59^{quater};

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren;

Aufgrund des am 11. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.015/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Abfallbewirtschaftungsanlagen aus der mineralgewinnenden Industrie, weiter unten Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaubabfällen genannt, die in der Rubrik 90.27.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, anwendbar.

Art. 3 - Im Sinne des vorliegenden Artikels gelten folgenden Definitionen:

1° Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaubfällen bzw. Abfallbewirtschaftungsanlage: ein Standort, der für folgende Zeiträume für die Sammlung oder Ablagerung von festen, flüssigen, gelösten oder in Suspension gebrachten Abbaubfällen ausgewiesen wird:

- a) keine Befristung bei Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen der Klasse 1 und Abfällen, die im Abfallbewirtschaftungsplan als gefährlich beschrieben sind;
- b) für mehr als sechs Monate, was die Anlagen für die unerwartet erzeugten gefährlichen Abfälle betrifft;
- c) für mehr als ein Jahr, was die Anlagen für nicht gefährliche Abfälle, die keine Inertabfälle sind, betrifft;
- d) für mehr als drei Jahre, was die Anlagen für unverschmutzten Boden betrifft, für nicht gefährliche Abfälle, die beim Aufsuchen entstehen, für Abfälle aus der Gewinnung, Aufbereitung und Lagerung von Torf sowie für Inertabfälle.

Solche Anlagen verfügen in der Regel über einen Damm oder sonstige bauliche Vorkehrungen zur Aufnahme, zum Zurückhalten, zum Aufstauen oder zur Erfüllung anderer Funktionen, wozu, wenn auch nicht ausschließlich, Halden und Absetzteiche gehören, jedoch keine Abbauhohlräume, in die der Abfall nach Gewinnung des Minerals zu Sanierungs- und baulichen Zwecken zurück verbracht wird;

2° Abfall: jeder Abfall im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

3° Abbaubfall: die Abfälle, die beim Aufsuchen, Gewinnen, Aufbereiten und Lagern von mineralischen Rohstoffen sowie beim Betrieb von Steinbrüchen entstehen, mit Ausnahme:

- a) der Abfälle, die beim Aufsuchen, Gewinnen und Aufbereiten mineralischer Rohstoffe sowie beim Betrieb von Steinbrüchen anfallen, die jedoch nicht direkt auf diese Tätigkeiten zurückzuführen sind;
- b) des Einleitens von Wasser, in dem Stoffe, die bei Verrichtungen zum Aufsuchen und Gewinnen von Kohlenwasserstoffen oder bei Bergbautätigkeiten entstehen, enthalten sind, und des Einleitens von Wasser aus technischen Gründen in die geologischen Schichten, aus denen die Kohlenwasserstoffe oder die anderen Stoffe gewonnen worden sind, oder in die geologischen Schichten, welche die Natur dauerhaft zu anderen Verwendungen ungeeignet macht. Diese Einleitungen enthalten keine anderen Stoffe als diejenigen, die durch die oben erwähnten Vorgänge erzeugt werden;
- c) der Wiedereinleitung von aus den Gruben und Steinbrüchen abgesaugtem Wasser;

4° gefährliche Abfälle: Abfälle im Sinne von Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

5° Inertabfälle: Abfälle im Sinne von Artikel 2, 6° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle.

Ein Abfall muss als inert betrachtet werden, wenn folgende Kriterien sowohl kurz- als langfristig erfüllt sind:

— der Abfall wird keiner bedeutsamen Desintegration oder Auflösung oder keiner bedeutsamen Veränderung unterliegen, die irgend eine für die Umwelt negative oder für die menschliche Gesundheit schädliche Auswirkung haben kann;

— der Abfall enthält höchstens 0,1% Sulfidschwefel oder er enthält höchstens 1% Sulfidschwefel und das Verhältnis des Neutralisationspotentials, das auf der Grundlage einer statischen Prüfung prEN N° XXV als das Verhältnis des Neutralisationspotentials zum Säurebildungspotential bestimmt wird, liegt über 3;

— der Abfall weist keine Gefahr der Selbstentzündung auf und wird nicht brennen;

— der Gehalt an möglicherweise für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit schädlichen Stoffen in den Abfällen und insbesondere an den Stoffen As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V und Zn, einschließlich in irgend einem feinen Teilchen der Abfälle, ist ausreichend klein, um sowohl kurz- wie langfristig eine unbedeutende Gefahr für den Menschen und die Umwelt darzustellen. Dieses Kriterium wird erfüllt, wenn der Gehalt an diesen Stoffen die regionalen Schwellenwerte für die als nicht verseucht bestimmten Standorte nicht überschreitet;

— der Abfall ist grundsätzlich frei von bei der Gewinnung oder in den Verfahren verwendeten Produkten, die für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit schädlich sein könnten.

Ein Abfall kann ohne eine spezifische Prüfung als inert betrachtet werden, wenn dem technischen Beamten zufriedenstellend nachgewiesen werden kann, dass die in Absatz 2 erwähnten Kriterien angemessen berücksichtigt worden sind und durch vorherige bestehende Informationen oder andere gültige Verfahren bzw. Projekte erfüllt werden können;

6° unverschmutzter Boden: der bei der Mineralgewinnung von der obersten Schicht des Erdreichs entnommene Boden, der keine Produkte, Präparate, Stoffe, Abfälle, chemischen Verbindungen oder Organismen bzw. Mikroorganismen in einer Konzentration enthält, die direkt oder indirekt für die Qualität des Bodens schädlich bzw. schädlich sein können.

7° mineralische Rohstoffe oder Mineral: natürlich in der Erdkruste vorkommende Ablagerungen von organischen oder anorganischen Stoffen wie Energierohstoffe, Erze, Industriemineralien und Baurohstoffe, jedoch kein Wasser;

8° mineralgewinnende Industrie: sämtliche Einrichtungen und Unternehmen, die mineralische Rohstoffe im Tagebau oder Untertagebau zu kommerziellen Zwecken gewinnen, einschließlich der Gewinnung im Bohrlochbergbau und/oder des Aufbereitens der gewonnenen Materialien;

9° Aufbereiten: der mechanische, physikalische, biologische, thermische oder chemische Prozess oder die Kombination solcher Prozesse, denen mineralische Rohstoffe zur Gewinnung des Minerals unterzogen werden, einschließlich solcher aus dem Betrieb von Steinbrüchen zur Mineralgewinnung, einschließlich Brechen, Klassierung, Trennung und Auslaugung, sowie das Wiederaufbereiten von Abgängen, ausgenommen das Schmelzen, thermische Gewinnungsprozesse (jedoch nicht das Brennen von Kalk) und metallurgische Prozesse;

10° Berge: feste Rückstände oder Schlämme, die nach der Aufbereitung der Minerale, bei der die Wertminerale vom tauben Gestein getrennt werden (z. B. durch Brechen, Mahlen, Sortieren nach Größe, Flotation und sonstige physikalisch-chemische Techniken) zurückbleiben;

11° Halde: eine zur Ablagerung fester Abfälle oberirdisch errichtete Anlage;

12° Damm: ein angelegtes Bauwerk, das Wasser und/oder Abfälle in einem Absetzteich stauen oder zurückhalten soll;

13° Absetzteich: eine natürliche oder künstlich angelegte Einrichtung zur Aufnahme feinkörniger Abfälle, üblicherweise Berge mit unterschiedlich großen Mengen nicht gebundenen Wassers, die bei der Aufbereitung mineralischer Rohstoffe und der Reinigung und Klärung von Prozesswasser anfallen;

14° leicht freisetzbares Zyanid: Zyanid und Zyanidverbindungen, die in einer schwachen Säure mit einem bestimmten pH-Wert gelöst sind;

15° Sickerwasser: jede Flüssigkeit, die durch die abgelagerten Abfälle sickert und aus der Abfallbewirtschaftungsanlage austritt oder in ihr zurückgehalten wird, einschließlich verschmutzter Drainage, die unbehandelt negative Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;

16° schwerer Unfall: ein Ereignis am Standort, das bei einem die Bewirtschaftung von Abbaubfällen umfassenden Betriebsprozess in einer der unter diesem Kapitel fallenden Einrichtung eintritt und das entweder sofort oder auf lange Sicht am Standort selbst oder außerhalb des Standorts zu einer ernsten Gefährdung der menschlichen Gesundheit und/oder der Umwelt führt;

17° gefährlicher Stoff: ein Stoff, eine Mischung oder eine gefährliche Zubereitung im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe oder der Richtlinie 1999/45/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen;

18° aufnehmender Wasserkörper: Oberflächengewässer, Grundwasser, Übergangsgewässer und Küstengewässer gemäß den folgenden Definitionen:

a) Oberflächengewässer: die Binnengewässer mit Ausnahme des Grundwassers, die Übergangsgewässer und die Küstengewässer, außer was ihren chemischen Zustand betrifft, für den die Hoheitsgewässer ebenfalls eingeschlossen sind;

b) Grundwasser: alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone unter der Bodenfläche, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht;

c) Übergangsgewässer: Oberflächenwasserkörper in der Nähe von Flussmündungen, die aufgrund ihrer Nähe zu den Küstengewässern einen gewissen Salzgehalt aufweisen, aber im wesentlichen von Süßwasserströmungen beeinflusst werden;

d) Küstengewässer: die Oberflächengewässer auf der landwärtigen Seite einer Linie, auf der sich jeder Punkt eine Seemeile seewärts vom nächsten Punkt der Basislinie befindet, von der aus die Breite der Hoheitsgewässer gemessen wird, gegebenenfalls bis zur äußeren Grenze eines Übergangsgewässers;

19° Aufsuchen: die Suche nach wirtschaftlich nutzbaren Minerallagerstätten, einschließlich Probenahme, Massenbeprobung, Bohren und Aushub, jedoch ausschließlich aller Arbeiten zur Bewirtschaftung solcher Lagerstätten und aller Tätigkeiten, die unmittelbar mit dem bereits laufenden Betrieb einer mineralgewinnenden Industrie zusammenhängen;

20° Betreiber: die natürliche oder juristische Person, die für die Bewirtschaftung von Abbaubfällen verantwortlich ist, einschließlich der vorübergehenden Lagerung von Abbaubfällen sowie der Betriebs- und Nachsorgephasen;

21° Abfallbesitzer: der Erzeuger von Abbaubfällen oder die natürliche bzw. juristische Person, in deren Besitz diese Abfälle sind;

22° befähigte Person: eine natürliche Person, die die notwendige technische Sachverständigkeit und Erfahrung besitzt, um die sich aus dem vorliegenden Erlass ergebenden Verpflichtungen zu erfüllen;

23° Standort: die gesamte Fläche eines bestimmten geographischen Orts, die von einem Betreiber bewirtschaftet wird;

24° wesentliche Änderung: eine Änderung im Aufbau oder Betrieb einer Abfallbewirtschaftungsanlage, die nach Ansicht der zuständigen Behörde erhebliche negative Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt haben kann;

25° bestehende Anlage: jede Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaubfällen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigt worden ist. Eine Anlage, für die ein Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

Art. 4 - Der Betreiber ergreift alle notwendigen Maßnahmen, um die durch die Bewirtschaftung der Abbaubfälle verursachten negativen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit so weit wie möglich zu vermeiden bzw. verringern.

Dies umfasst die Bewirtschaftung jeder Abfallbewirtschaftungsanlage, einschließlich nach ihrer Stilllegung, sowie die Verhütung schwerer Unfälle, die auf diese Anlage zurückzuführen sind, und die Eindämmung ihrer Folgen für die Umwelt und die menschliche Gesundheit.

Die in Absatz 1 erwähnten Maßnahmen fußen u.a. auf den besten verfügbaren Techniken unter Berücksichtigung der technischen Merkmale der Abfallbewirtschaftungsanlage, ihres geographischen Standorts und der Umweltbedingungen vor Ort.

KAPITEL III — *Abfallbewirtschaftungsplan*

Art. 5 - § 1. Der Betreiber erstellt unter Berücksichtigung des Grundsatzes der nachhaltigen Entwicklung einen Abfallbewirtschaftungsplan für die Minimierung, Behandlung, Verwertung und Beseitigung der Abbaubfälle.

§ 2. Die Zielsetzungen des Abfallbewirtschaftungsplans sind die Folgenden:

1° Vermeidung oder Verringerung der Entstehung von Abfällen und ihrer Schädlichkeit, insbesondere durch:

a) Berücksichtigung der Abfallbewirtschaftung bereits in der Planungsphase und bei der Wahl des Verfahrens zur Gewinnung und Aufbereitung der Minerale;

b) Berücksichtigung der Veränderungen, die Abbaubfälle infolge der größeren Oberfläche und der Übertageexposition durchlaufen können;

c) Verwendung der Abbaubfälle zum Verfüllen von Abbauhohlräumen nach Gewinnung des Minerals, soweit dies technisch und wirtschaftlich möglich und gemäß den auf Gemeinschaftsebene geltenden Umweltschutznormen und den einschlägigen Anforderungen dieses Kapitels für die Umwelt unbedenklich ist;

d) Wiederaufbringen des Oberbodens nach Stilllegung der Abfallbewirtschaftungsanlage oder - wenn dies nicht möglich ist - Verwendung des Oberbodens an einem anderen Ort;

e) Einsatz weniger schädlicher Stoffe bei der Aufbereitung mineralischer Rohstoffe;

2° Förderung der Verwertung von Abbaubfällen durch Recycling, Wiederverwendung oder Regenerierung, sofern dies gemäß den auf Gemeinschaftsebene geltenden Umweltschutznormen und gegebenenfalls mit den Anforderungen dieses Kapitels für die Umwelt unbedenklich ist;

3° Sicherstellung einer kurz- und langfristig sicheren Beseitigung der Abbauabfälle, insbesondere indem in der Planungsphase die Bewirtschaftung während der Betriebsphase und nach der Stilllegung berücksichtigt wird und ein Konzept gewählt wird, das:

- a) nur wenig und - wenn möglich - schließlich gar keine Überwachung, Kontrolle und Verwaltung der stillgelegten Abfallbewirtschaftungsanlage erfordert;
- b) langfristig negative Auswirkungen, die zum Beispiel auf das Austreten von Luft- und Wasserschadstoffen aus der Abfallbewirtschaftungsanlage zurückgeführt werden können, verhindert oder zumindest so weit wie möglich verringert, und
- c) die langfristige geotechnische Stabilität von Dämmen oder Halden, die über das vorher bestehende Oberflächenniveau hinausragen, sicherstellt.

§ 3. Der Abfallbewirtschaftungsplan umfasst mindestens die folgenden Angaben:

1° ggf. die für die Abfallbewirtschaftungsanlage gemäß der Rubrik 90.27.01.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten vorgesehene Einstufung;

a) wenn die Rubrik 90.27.01.03 anwendbar ist, ein Dokument, welches beweist, dass gemäß Artikel 9 eine Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle, ein Sicherheitsmanagement zu deren Umsetzung und ein interner Notfallplan eingeführt wurden;

b) wenn der Betreiber der Meinung ist, dass die Abfallbewirtschaftungsanlage nicht durch die Rubrik 90.27.01.03 betroffen ist, ausreichende Informationen, einschließlich einer Auflistung der möglichen Unfallgefahren, die ihn rechtfertigen;

2° die Charakterisierung der Abfälle gemäß Anlage I und die Angabe der geschätzten während der Betriebsphase anfallenden Gesamtmenge Abbauabfälle;

3° eine Beschreibung der Verfahren, bei denen diese Abfälle entstehen, und jeglicher Nachbehandlung, der diese unterzogen werden;

4° eine Beschreibung, inwiefern sich die Ablagerung dieser Abfälle nachteilig auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit auswirken kann und welche Vorkehrungen getroffen werden müssen, um die Umweltauswirkungen während des Betriebs und nach der Stilllegung, auch im Hinblick auf die in Artikel 13, 1°, 2°, 4° und 5° genannten Aspekte, möglichst gering zu halten;

5° die vorgeschlagenen Kontroll- und Überwachungsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel 11, ggf., und von Artikel 13, 3° vorgeschlagen werden;

6° den vorgeschlagenen Plan in Bezug auf die Stilllegung, einschließlich der Wiederinstandsetzung, der Nachsorgephase und der Überwachung nach der Stilllegung, so wie in Kapitel VI vorgesehen;

7° die Maßnahmen zur Vermeidung der Verschlechterung der Wasserqualität gemäß dem Wassergesetzbuch und im Hinblick auf die Vermeidung oder Minimierung der Luft- und Bodenverschmutzung gemäß Kapitel VII;

8° eine Erhebung des Zustandes des von der Abfallbewirtschaftungsanlage belasteten Areals.

Im Abfallbewirtschaftungsplan stehen genügend Angaben, um es dem technischen Beamten zu ermöglichen, die Fähigkeit des Betreibers, die in § 2 bestimmten Zielsetzungen des Abfallbewirtschaftungsplans sowie die ihm aufgrund des vorliegenden Erlasses zu Lasten fallenden Verpflichtungen zu erfüllen, zu bewerten. Der Plan enthält insbesondere eine Begründung der Art und Weise, wie die gemäß § 2, 1°, a) gewählte Option und gewählte Methode den in § 2, 1° festgesetzten Zielsetzungen des Abfallbewirtschaftungsplans entsprechen werden.

Art. 6 - Die auf der Grundlage einer anderen nationalen, regionalen oder gemeinschaftlichen Gesetzgebung entwickelten Pläne, die die in Artikel 5, § 3 erwähnten Informationen enthalten, können verwendet werden, wenn dadurch unnötige Doppelangaben bzw. Doppelarbeit für den Betreiber vermieden werden kann, vorausgesetzt, alle Anforderungen der Artikel 5 und 8 werden erfüllt.

Art. 7 - § 1. Der Bewirtschaftungsplan wird dem technischen Beamten zur Genehmigung übermittelt:

1° dies entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

2° oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, was die Art des benutzten Zustellungsdienstes auch sein mag;

3° oder durch die Hinterlegung der Akte gegen Empfangsbestätigung.

Der technische Beamte schickt dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Bewirtschaftungsplans binnen fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Letzteren per Einschreiben zu. Mangels dessen gilt der Antrag als vollständig und zulässig.

Der Antrag ist unvollständig, wenn erforderliche Angaben fehlen.

Ist der Antrag unvollständig, gibt der technische Beamte an, welche Auskünfte fehlen. Der Antragsteller übermittelt dem technischen Beamten die fehlenden Auskünfte gemäß den in Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten. Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen übermittelt der technische Beamte dem Antragsteller seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags. Mangels dessen gilt der Antrag als vollständig und zulässig.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er in Übertretung von Absatz 1 eingereicht wurde;

2° wenn er zweimal als unvollständig betrachtet wird.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der technische Beamte dem Antragsteller die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Der technische Beamte schickt dem Antragsteller seinen Beschluss zur Genehmigung des Bewirtschaftungsplans binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen Beschluss zur Bestätigung der Vollständigkeit und Zulässigkeit des besagten Plans übermittelt hat, per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu.

§ 2. Der Betreiber kann gegen die in § 1, Absatz 7 erwähnten Beschlüsse beim Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt Einspruch einlegen.

Unter Gefahr des Verfalls wird der Einspruch binnen dreißig Tagen nach dem Empfang des Beschlusses eingelegt.

Der Einspruch wird nach den in § 1, Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten eingereicht.

Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller seinen Beschluss per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs zu.

§ 3. Der genehmigte Bewirtschaftungsplan wird je nach Fall dem Antrag auf Prämie oder der Erklärung beigefügt.

§ 4. Die Abänderung des Abfallbewirtschaftungsplans wird gemäß dem in § 1 und § 2 organisierten Verfahren genehmigt.

Art. 8 - Der Abfallbewirtschaftungsplan wird alle fünf Jahre überprüft und/oder gegebenenfalls angepasst, wenn sich der Betrieb der Anlage oder die abgelagerten Abfälle wesentlich verändert haben. Jede Abänderung muss dem technischen Beamten mitgeteilt werden.

KAPITEL III — *Vermeidung von schweren Unfällen und Information*

Art. 9 - § 1. Jeder Betreiber einer Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen im Sinne der Rubrik 90.27.01.03 des Erlasses vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufted Anlagen und Tätigkeiten, mit Ausnahme der im Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Juni 1999 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen erwähnten Anlagen, stellt vor Aufnahme des Betriebs eine Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung von Abbaufällen auf und führt zu deren Umsetzung ein Sicherheitsmanagement ein, das die in der Anlage II genannten Elemente enthält; ferner führt er einen internen Notfallplan mit Angabe der im Notfall vor Ort zu ergreifenden Maßnahmen ein.

Im Rahmen dieser Politik ernennt der Betreiber einen Sicherheitsbeauftragten, der für die Umsetzung und regelmäßige Überwachung der Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle verantwortlich ist.

§ 2. Mit den in § 1 erwähnten Notfällen werden folgende Ziele verfolgt:

1° die Begrenzung und Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen und anderen Vorfällen mit dem Ziel, deren Auswirkungen zu minimieren und insbesondere Schäden für die menschliche Gesundheit und die Umwelt einzuschränken;

2° die Durchführung der Maßnahmen, die für den Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt vor den Folgen schwerer Unfälle und sonstiger Vorfälle erforderlich sind;

3° die Unterrichtung der Öffentlichkeit und der relevanten Stellen oder Behörden der Region im gebotenen Umfang;

4° die Sicherstellung der Sanierung, Wiederherstellung und Säuberung der Umwelt nach einem schweren Unfall.

§ 3. Ab der Inbetriebnahme der Anlage zur Bewirtschaftung der Abbaufälle erstellt der Betreiber ein Dokument, in dem folgende Auskünfte stehen:

1° der Name des Betreibers und die Anschrift der Abfallbewirtschaftungsanlage;

2° die Identifizierung durch ihre Funktion der Person, die die Auskünfte in Sachen Vermeidung der schweren Unfälle erteilt;

3° die Bestätigung der Tatsache, dass die Abfallbewirtschaftungsanlage den vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen unterliegt und ggf. dass die Risiken von größeren Unfällen identifiziert worden sind und dass bei Gestaltung, Bau, Betrieb, Instandhaltung, Stilllegung und Nachsorge die notwendigen Maßnahmen von der zuständigen Behörde getroffen worden sind, um solche Unfälle zu vermeiden bzw. ihre Folgen für die menschliche Gesundheit und/oder die Umwelt, auch grenzüberschreitend, zu begrenzen;

4° eine verständlich formulierte Erklärung der Tätigkeit bzw. Tätigkeiten, die am Standort ausgeübt werden;

5° die gebräuchlichen Namen oder Gattungsbezeichnungen oder die allgemeine Gefahrenklasse der in der Abfallbewirtschaftungsanlage vorhandenen Stoffe und Zubereitungen, von denen ein schwerer Unfall ausgehen könnte, sowie die Angabe ihrer wesentlichen gefährlichen Eigenschaften;

6° allgemeine Informationen über die Art der Gefahr schwerer Unfälle, einschließlich ihrer möglichen Auswirkungen auf die befindliche Bevölkerung in der Umgebung und die nähere Umwelt;

7° die Bestätigung, dass der Betreiber verpflichtet ist, hinsichtlich des Vorgehens bei schweren Unfällen und der Verringerung ihrer Folgen geeignete Vorkehrungen am Standort zu treffen, insbesondere auch Kontakt mit den Rettungsdiensten aufzunehmen;

8° die Einzelheiten darüber, wo unter Berücksichtigung der Geheimhaltungsaufgaben weitere einschlägige Informationen eingeholt werden können.

Das in Absatz 1 erwähnte Dokument wird dem Gouverneur der betroffenen Provinz, dem Bürgermeister der Gemeinde bzw. Gemeinden, in denen eine öffentliche Untersuchung organisiert worden ist, und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten übermittelt. Es wird kostenlos jeder Person, die darum bittet, übergeben.

Es wird alle drei Jahre überprüft und notfalls aktualisiert.

Art. 10 - Im Falle eines schweren Unfalls übermittelt der Betreiber sofort der zuständigen Behörde alle Informationen, die erforderlich sind, um dazu beizutragen, dass die Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit auf ein Minimum verringert werden und dass das tatsächliche oder potentielle Ausmaß der Umweltschäden auf ein Minimum verringert wird.

KAPITEL IV — *Abbaulöcher*

Art. 11 - Bei der Einbringung von Abbaufällen zu Bau- oder Sanierungszwecken in Abbauhohlräume, die im Tagebau oder im Untertagebau entstanden sind, ergreift der Betreiber geeignete Maßnahmen, um

1° die Stabilität der Abbaufälle entsprechend Artikel 13 mutatis mutandis zu sichern;

2° die Verschmutzung des Bodens, des Oberflächenwassers und des Grundwassers entsprechend den Artikeln 20, 21 und 23 mutatis mutandis zu vermeiden;

3° die Überwachung der Abbaufälle und der Abhohlräume entsprechend den Artikeln 17 und 18 mutatis mutandis sicherzustellen.

Der Erlass von 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren findet Anwendung auf nichtmineralische Abfälle, die zum Verfüllen von Abbauhohlräumen verwendet werden.

KAPITEL V — *Bau und Betrieb von Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen*

Art. 12 - Der Betrieb einer Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2 wird einer befähigten Person, die der Betreiber aus seinem Personal wählt, anvertraut. Die technische Entwicklung und die Ausbildung ihres Personals werden vom Betreiber übernommen.

Art. 13 - Bei dem Bau einer neuen Abfallbewirtschaftungsanlage oder der Veränderung einer bereits bestehenden Anlage gewährleistet der Betreiber Folgendes:

1° Die Abfallbewirtschaftungsanlage befindet sich an einem geeigneten Standort betreffend geschützte Gebiete sowie geologische, hydrologische, hydrogeologische, seismische und geotechnologische Faktoren, und sie ist so ausgelegt, dass die erforderlichen Voraussetzungen zur kurz- und langfristigen Vermeidung einer Verschmutzung von Boden, Luft, Grund- und Oberflächenwasser insbesondere unter Berücksichtigung des Wassergesetzbuches erfüllt sind und - sofern dies in der Genehmigung verlangt wird - ein wirksames Auffangen von verschmutztem Wasser und Sickerwasser gewährleistet ist und Wasser- und Winderosion so weit wie technisch möglich und wirtschaftlich tragbar verringert werden;

2° Die Abfallbewirtschaftungsanlage wird so gebaut, betrieben und gewartet, dass ihre physikalische Stabilität gewährleistet ist und eine Verschmutzung bzw. Kontaminierung von Boden, Luft, Oberflächen- und Grundwasser kurz- und langfristig vermieden und die Beeinträchtigung der Landschaft so gering wie möglich gehalten wird;

3° Für die regelmäßige Überwachung und Inspektion der Abfallbewirtschaftungsanlage durch befähigte Personen bestehen ebenso Pläne und Vorkehrungen wie für Maßnahmen, die einzuleiten sind, sobald sich Hinweise auf eine Instabilität oder Verschmutzung von Wasser oder Boden ergeben;

4° Es bestehen geeignete Vorkehrungen für die Sanierung des Areal und die Stilllegung der Abfallbewirtschaftungsanlage;

5° Es bestehen geeignete Vorkehrungen für die Nachsorgephase der Abfallbewirtschaftungsanlage.

Über die unter Absatz 1, 3° genannten Überwachungen und Inspektionen werden Aufzeichnungen geführt, um zusammen mit den Genehmigungsunterlagen vor allem beim Wechsel des Betreibers eine angemessene Weitergabe von Informationen zu gewährleisten.

Art. 14 - Der Betreiber einer Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2, mit Ausnahme der nicht in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen, die nur zur Aufnahme von nicht inerten und nicht gefährlichen Abfällen bestimmt sind, teilt der zuständigen Behörde unverzüglich, spätestens jedoch nach 48 Stunden, alle Ereignisse mit, die die Stabilität der Abfallbewirtschaftungsanlage beeinträchtigen könnten, sowie alle wesentlichen negativen Umweltauswirkungen, die bei der Kontrolle und Überwachung der Abfallbewirtschaftungsanlage festgestellt wurden. Der Betreiber wendet gegebenenfalls den internen Notfallplan an und beachtet alle weiteren Anweisungen der zuständigen Behörde hinsichtlich der zu ergreifenden Gegenmaßnahmen.

Die Kosten für diese Maßnahmen werden vom Betreiber getragen.

Der Betreiber erstattet in Zeitabständen, die von der zuständigen Behörde festgelegt werden, in jedem Fall aber mindestens einmal jährlich, der zuständigen Behörde und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten anhand der gesammelten Daten über alle Messergebnisse Bericht, um nachzuweisen, dass die Voraussetzungen für die Genehmigung erfüllt sind, und um weitere Erkenntnisse über das Verhalten der Abfälle und der Abfallbewirtschaftungsanlage zu ermöglichen. Auf der Grundlage dieses Berichts kann die zuständige Behörde entscheiden, dass eine Beurteilung durch einen unabhängigen Sachverständigen erforderlich ist.

KAPITEL VI — *Stilllegung und Nachsorgephase*

Art. 15 - Das Verfahren zur Stilllegung einer Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2 kann nur dann eingeleitet werden, wenn eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1° die in der Genehmigung hierfür festgelegten Bedingungen sind erfüllt;

2° die Stilllegungsgenehmigung wird vom technischen Beamten auf Antrag des Betreibers gewährt;

3° der technische Beamte trifft eine Entscheidung zu diesem Zweck.

Art. 16 - Eine Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2 kann nur dann als endgültig stillgelegt betrachtet werden, wenn der mit der Überwachung beauftragte Beamte innerhalb einer vernünftigen Frist eine Schlussabnahme vor Ort durchgeführt, alle vom Betreiber vorgelegten Berichte einer Bewertung unterzogen, die Sanierung des durch die Abfallbewirtschaftungsanlage belasteten Areal bescheinigt und dem Betreiber ihre Zustimmung zur Stilllegung erteilt hat.

Mit dieser Zustimmung wird der Betreiber in keiner Weise von den Verpflichtungen aufgrund der Genehmigungsbedingungen oder den geltenden Rechtsvorschriften befreit.

Art. 17 - Nach der Stilllegung ist der Betreiber einer Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2 für den Unterhalt, die Überwachung und die Kontrolle des Standortes sowie für Gegenmaßnahmen verantwortlich, dies für den ganzen Zeitraum, den der technische Beamte auf der Grundlage der Art und der Dauer der Gefahr für notwendig betrachtet hat, außer wenn er beschließt, diese Aufgaben an der Stelle des Betreibers vorzunehmen, dies nach der endgültigen Stilllegung einer Anlage und unbeschadet der gesetzlichen Bestimmungen über die Verantwortung des Abfallbesitzers.

Art. 18 - Wenn der technische Beamte es für notwendig erachtet, um den u.a. im Wassergesetzbuch vorgesehenen anwendbaren Anforderungen in Sachen Umwelt zu genügen, überwacht der Betreiber nach der Stilllegung der Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2, mit Ausnahme der nicht in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen, die nur zum Aufnehmen von nicht inerten und nicht gefährlichen Abfällen bestimmt sind, u.a. die physikalische und chemische Stabilität der Anlage und verringert auf ein Minimum die nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt, u.a. was das Oberflächenwasser und das Grundwasser betrifft, wobei er dafür sorgt, dass

1° alle Strukturen der Anlage überwacht und unterhalten werden, wobei die Kontroll- und Messgeräte immer gebrauchsfertig sein müssen;

2° etwaige Überlaufkanäle und -rinnen sauber und frei gehalten werden.

Art. 19 - Nach der Stilllegung der Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2, mit Ausnahme der nicht in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen, die nur zum Aufnehmen von nicht inerten und nicht gefährlichen Abfällen bestimmt sind, teilt der Betreiber fristlos dem technischen Beamten und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten jeden Vorfall, der die Stabilität der Anlage beeinträchtigen kann, sowie jede nachteilige Auswirkung auf die Umwelt, die durch die einschlägigen Verfahren zur Kontrolle und zur Überwachung ans Licht gebracht worden ist, mit. Der Betreiber führt ggf. den internen Notfallplan durch und folgt jeder Anweisung des technischen Beamten in Bezug auf die Gegenmaßnahmen, die zu treffen sind.

Die Kosten für diese Maßnahmen werden vom Betreiber getragen.

In vom technischen Beamten festgesetzten Zeitabständen teilt der Betreiber ihm sowie dem mit der Überwachung beauftragten Beamten auf der Grundlage von gesammelten Daten alle Ergebnisse der Überwachung mit, um nachzuweisen, dass die Genehmigungsbedingungen eingehalten worden sind und um weitere Erkenntnisse über das Verhalten der Abfälle und der Abfallbewirtschaftungsanlagen zu gewinnen.

KAPITEL VII — Vermeidung der Verschlechterung der Wasserqualität und Vermeidung der Verschmutzung von Luft und Boden

Art. 20 - Der Betreiber ergreift die notwendigen Maßnahmen, um eine Verschlechterung der jetzigen Wasserqualität gemäß dem Wassergesetzbuch zu vermeiden, indem er u.a. folgende Handlungen vornimmt:

1° das Potenzial der Sickerwasserbildung der abgelagerten Abfälle, einschließlich des Schadstoffgehalts des Sickerwassers, sowohl während der Betriebs- als auch während der Nachsorgephase der Abfallbewirtschaftungsanlage bewerten und die Wasserbilanz der Anlage bestimmen;

2° die Bildung von Sickerwasser sowie die Verschmutzung des Bodens sowie des Oberflächen- oder Grundwassers durch die Abfälle vermeiden oder so gering wie möglich halten;

3° verschmutztes Wasser und Sickerwasser aus der Abfallbewirtschaftungsanlage so auffangen und behandeln, dass die für eine Einleitung in Gewässer erforderliche Qualität erreicht wird.

Art. 21 - Wenn die zuständige Behörde auf der Grundlage einer Bewertung der Umweltrisiken, bei der insbesondere und je nach deren Anwendbarkeit die Bestimmungen des Wassergesetzbuches berücksichtigt werden, entscheidet, dass das Sammeln und die Behandlung des Sickerwassers nicht notwendig sind, oder wenn feststeht, dass die Abfallbewirtschaftungsanlage keine Gefahr für den Boden, das Grund- bzw. Oberflächenwasser darstellt, können die Anforderungen gemäß Artikel 20, 2° und 3° gelockert oder ausgesetzt werden.

Art. 22 - Die Einleitung von Abbaufällen, sei es in fester oder flüssiger Form oder als Schlamm, in aufnehmende Gewässerkörper, die nicht zu diesem Zweck angelegt wurden, darf nur unter der Voraussetzung stattfinden, dass der Betreiber die einschlägigen Bedingungen des Wassergesetzbuches erfüllt.

Art. 23 - Wenn der Betreiber Abbaufälle und sonstige gewonnene Stoffe in Abbauhohlräume, die im Tagebau oder im Untertagebau entstanden sind und deren Flutung nach der Stilllegung zugelassen wird, wieder einbringt, ergreift er geeignete Maßnahmen, um der Verschlechterung des Wassers und der Verunreinigung des Bodens gemäß mutatis mutandis den Artikeln 20 und 21 vorzubeugen bzw. sie auf ein Minimum zu verringern.

Der Betreiber gibt der zuständigen Behörde die zur Einhaltung seiner Verpflichtungen notwendigen Informationen.

Art. 24 - Bei Absetzteichen, die Zyanid enthalten, sorgt der Betreiber einer Abfallbewirtschaftungsanlage der Klasse 1 oder 2, mit Ausnahme der nicht in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Abfallbewirtschaftungsanlagen, die nur zur Aufnahme von nicht inerten und nicht gefährlichen Abfällen bestimmt sind, dafür, dass die Konzentration von leicht freisetzbarem Zyanid in dem Absetzteichen mittels der besten verfügbaren Techniken auf ein Minimum verringert wird und dass sie auf jeden Fall in den Anlagen, für die eine Genehmigung vorher gewährt worden ist oder die bereits am 1. Mai 2008 im Betrieb waren am Punkt der Einleitung des Bergematerials in den Absetzteich 50 ppm ab dem 1. Mai 2008, 25 ppm ab dem 1. Mai 2013, 10 ppm ab dem 1. Mai 2018 und 10 ppm in den Anlagen, die eine Genehmigung nach dem 1. Mai 2008 erhalten, nicht überschreitet.

Wenn die zuständige Behörde darum bittet, beweist der Betreiber mittels einer die besonderen Bedingungen des Standorts berücksichtigenden Einschätzung der Risiken, dass es nicht notwendig ist, diese Grenzwerte noch mehr zu verringern.

Art. 25 - Der Betreiber trifft die angemessenen Maßnahmen, um der Emission von Staub und von Gas vorzubeugen bzw. sie zu verringern.

KAPITEL VIII — Finanzielle Sicherheitsleistung

Art. 26 - Eine Bürgschaft wird vor dem Beginn jeder Tätigkeit, die die Sammlung oder die Abagerung von Abbaufällen in einer Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen der Klasse 1 oder 2, mit Ausnahme der nicht in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Abfallbewirtschaftungsanlagen, die nur zur Aufnahme von nicht inerten und nicht gefährlichen Abfällen bestimmt sind, voraussetzt, angefordert, damit:

a) alle in der Genehmigung stehenden Verpflichtungen, einschließlich der Bestimmungen nach der Stilllegung, eingehalten werden;

b) zu jeder Zeit Mittel für die Sanierung des durch die Abfallbewirtschaftungsanlage belasteten Areal wie in dem Abfallbewirtschaftungsplan vorgesehen zur Verfügung stehen.

Art. 27 - Die Berechnung der Sicherheitsleistung erfolgt auf der Grundlage:

1° der potentiellen Auswirkungen der Abfallbewirtschaftungsanlage auf die Umwelt, unter Berücksichtigung u.a. der Kategorie, zu der die Anlage gehört, der Merkmale der Abfälle und der künftigen Nutzung des Geländes nach seiner Wiederinstandsetzung;

2° der Annahme, dass unabhängige und fachlich qualifizierte Dritte die notwendigen Sanierungsarbeiten bewerten und durchführen werden.

Die Höhe der Sicherheitsleistung wird in regelmäßigen Abständen angemessen an den Umfang von Sanierungsarbeiten angepasst, die auf dem durch die Abfallbewirtschaftungsanlage belasteten Areal wie in dem Abfallbewirtschaftungsplan vorgesehen durchgeführt werden müssen.

Art. 28 - Wenn der technische Beamte seine Zustimmung für die Stilllegung der Anlage gemäß Artikel 16 gegeben hat, stellt er dem Betreiber eine schriftliche Erklärung aus, die ihn von der in Artikel 26 erwähnten Verpflichtung zur Sicherheitsleistung befreit, dies mit Ausnahme der Nachsorgeverpflichtung gemäß Artikel 17.

KAPITEL IX — *Überwachung*

Art. 29 - Vor Aufnahme der Ablagerung und danach in regelmäßigen, von der zuständigen Behörde festzulegenden Abständen, auch während der Nachsorgephase, inspiziert der mit der Überwachung beauftragte Beamte alle Abfallbewirtschaftungsanlagen, um sicherzustellen, dass die Bedingungen der Genehmigung erfüllt sind. Ein positiver Befund enthebt den Betreiber in keiner Weise der Verantwortung, die ihm aufgrund der Genehmigungsbedingungen zukommt.

Art. 30 - Der Betreiber führt Register bezüglich aller Verrichtungen zur Bewirtschaftung von Abfällen, setzt sie der zuständigen Behörde zur Inspektion zur Verfügung und sorgt dafür, dass die aktualisierten Informationen und Berichte in Bezug auf die Anlage bei einem Wechsel des Betreibers während des Zeitraums der Abfallbewirtschaftungsanlage übermittelt werden.

KAPITEL X — *Abänderungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 31 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut beifügt.

«Die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Festlegung sektorbezogener und integraler Bedingungen für die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Stilllegung erwähnten Abbaufälle unterliegen nicht den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.»

Art. 32 - Die am 1. Mai 2008 in Betrieb befindlichen Abfallbewirtschaftungsanlagen genügen den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses spätestens am 1. Mai 2012, mit Ausnahme:

- 1° der Bestimmungen von Artikel 26, denen spätestens am 1. Mai 2014 zu genügen ist;
 - 2° der Bestimmungen von Artikel 24, denen gemäß dem dort angeführten Zeitplan zu genügen ist.
- Absatz 1 findet keine Anwendung auf die am 1. Mai 2008 stillgelegten Abfallbewirtschaftungsanlagen.
Artikel 11 ist sofort beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anwendbar.

Art. 33 - Die Kapitel II und III und die Artikel 15 bis 18, 26 und 27 finden keine Anwendung auf die Abfallbewirtschaftungsanlagen,

- die keine Abfälle mehr vor dem 1. Mai 2006 angenommen haben;
- die die Verfahren zur Stilllegung gemäß der sie betroffenen Genehmigung zu Ende führen, und
- die bis zum 31. Dezember 2010 endgültig stillgelegt werden.

Art. 34 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE I

Charakterisierung von Abfällen

I. Abfälle, die dafür bestimmt sind, in einer Einrichtung abgelagert zu werden, müssen so charakterisiert sein, dass die langfristige physikalische und chemische Stabilität der Struktur der Einrichtung gewährleistet werden kann und schwere Unfälle verhindert werden können. Die Charakterisierung von Abfällen umfasst gegebenenfalls je nach Kategorie der Abfallbewirtschaftungsanlage folgende Aspekte:

1° Beschreibung der erwarteten physikalischen und chemischen Eigenschaften der kurz- und langfristig abzulagernden Abfälle unter besonderer Berücksichtigung ihrer Stabilität unter den an der Oberfläche herrschenden atmosphärischen/meteorologischen Bedingungen unter Berücksichtigung der Art des abgebauten Minerals bzw. der abgebauten Minerale und der Art des Deckgebirges und der Gangminerale, die beim Abbaubetrieb verräumt werden;

2° Einstufung der Abfälle gemäß der entsprechenden Rubrik des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs unter besonderer Berücksichtigung der Merkmale, die sie gefährlich machen;

3° Beschreibung der chemischen Stoffe, die bei der Aufbereitung des mineralischen Rohstoffs eingesetzt werden sollen, sowie ihrer Stabilität;

4° Beschreibung des Verfahrens der Ablagerung;

5° das Abfallbeförderungssystem.

II. Die unter Punkt I erwähnten Elemente enthalten folgende Informationen:

1. Hintergrundinformationen

Allgemeiner Hintergrund und Ziele der Mineralgewinnung — Überblick und Grundverständnis.

Erhebung allgemeiner Informationen über:

- Aufsuchen, Abbau oder vorgenommene Tätigkeiten,
- Art und Beschreibung der eingesetzten Abbaumethoden und Verfahren und
- Art des angestrebten Produkts.

2. Geologischer Hintergrund der abzubauenden Lagerstätte.

Identifizierung der bei Gewinnung und Aufbereitung freigelegten Abfalleinheiten durch Bereitstellung folgender Informationen:

- Art des Nebengesteins, seiner chemischen und mineralogischen Eigenschaften, einschließlich hydrothermalen Alteration von mineralhaltigem und taubem Gestein;
- Art der Lagerstätte, einschließlich mineralisierte Gesteine und Nebengesteine;

— Typologie der Mineralisation und ihre chemischen und mineralogischen Eigenschaften, einschließlich physikalischer Eigenschaften wie Dichte, Porosität, Korngrößenverteilung und Wassergehalt, bezogen auf abgebaute Minerale, Gangminerale, hydrothermale neu gebildete Minerale;

— die Größe und die Geometrie der Lagerstätte;

— Verwitterung und supergene Alteration unter chemischen und mineralogischen Gesichtspunkten.

3. Die Abfälle und ihre vorgesehene Behandlung

Beschreibung der Abfallarten, die beim Aufsuchen, Gewinnen und Aufbereiten anfallen, einschließlich Deckgebirge, Taubgestein und Bergematerial, durch Bereitstellung folgender Informationen:

— Herkunft der am Gewinnungsort anfallenden Abfälle und abfallproduzierender Prozess (wie Aufsuchen, Gewinnen, Mahlen und Konzentration);

— Abfallmenge;

— Beschreibung des Abfallbeförderungssystems;

— Beschreibung der bei der Behandlung verwendeten chemischen Stoffe;

— Art der vorgesehenen Abfallbewirtschaftungsanlage, endgültige Form, in der der Abfall entsorgt werden soll und Methode der Ablagerung in der Anlage.

4. Das geotechnische Verhalten der Abfälle

Festlegung geeigneter Parameter für die Bewertung der wesentlichen physikalischen Eigenschaften der Abfälle unter Berücksichtigung der Art der Abfallbewirtschaftungsanlage.

Einschlägige, zu berücksichtigende Parameter: Korngrößenverteilung, Formänderungsvermögen, Dichte und Wassergehalt, Verdichtungsgrad, Scherfestigkeit und Reibungswinkel, Durchlässigkeit und Porenziffer, Verdichtbarkeit und Konsolidierung.

5. Geochemische Eigenschaften und geochemisches Verhalten der Abfälle

Spezifikation der chemischen und mineralogischen Eigenschaften der Abfälle und etwaiger Zusatz- oder Reststoffe im Abfall

Prognostizierung der chemischen Zusammensetzung des Sickerwassers im Zeitverlauf, aufgeschlüsselt nach Abfallarten, auch unter Berücksichtigung der vorgesehenen Abfallbehandlung, insbesondere:

a) Oxyanionen und Salze im Zeitverlauf durch Prüfung des Einflusses des pH-Wertes auf das Auslaugungsverhalten und/oder Perkulationsprüfung und/oder Prüfung der zeitabhängigen Freisetzung und/oder andere geeignete Prüfungen,

b) bei sulfidhaltigem Abfall sind statische oder kinetische Prüfungen zur Untersuchung der Bildung von saurem Sickerwasser und der Auslaugung von Metallen im Zeitverlauf vorzunehmen.

Bemerkung: Die Kriterien zur Bestimmung der inerten Abfälle gemäß dem Artikel 3, 3° des vorliegenden Erlasses müssen bei der Bestimmung des geochemischen Verhaltens der Abfälle berücksichtigt werden. Wird Abfall als inert auf der Grundlage dieser Kriterien eingestuft, so muss dieser Abfall Gegenstand von den oben erwähnten geochemischen Tests werden.

III. Die für die Abfallcharakterisierung erforderlichen Informationen und Daten werden in der folgenden Rangordnung gesammelt:

1. Bereits durchgeführte Nachforschungen und Studien, einschließlich vorhandener Genehmigungen, geologische Erhebungen, Daten über ähnliche Standorte, Listen von Inertabfällen, zweckdienliche Zertifizierungsregelungen, europäische oder regionale Kriterien für vergleichbare Materialien, die den oben erwähnten technischen Anforderungen genügen, müssen verwendet werden;

2. Alle Informationen sind auf Qualität und Repräsentativität zu prüfen, und es ist festzustellen, ob möglicherweise Informationen fehlen;

3. Fehlen Informationen, die für die Charakterisierung der Abfälle erforderlich sind, so ist nach der Norm EN 14899 ein Probenahmeplan aufzustellen und es sind Proben zu ziehen. Die Probenahmepläne beruhen auf den als notwendig erachteten Informationen wie:

Zweck der Datenerhebung;

Untersuchungsprogramm und Probenahmeanforderungen;

Probenahmemöglichkeiten wie Probenahme von Bohrkernen, Schurfwänden, Förderbändern, Halden, Absetzzeichen oder anderen maßgeblichen Stellen;

Verfahren und Empfehlungen für Anzahl, Größe, Masse, Beschreibung und Behandlung der Proben.

Stichhaltigkeit und Aussagekräftigkeit der Ergebnisse der Probenanalyse sind zu bewerten;

4. Die Ergebnisse des Charakterisierungsprozesses sind auszuwerten. Erforderlichenfalls sind nach derselben Methode zusätzliche Informationen zu erheben. Das Endergebnis ist im Abfallbewirtschaftungsplan zu berücksichtigen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Festlegung sektorbezogener und gesamter Bedingungen für die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen und über die weitere Überwachung nach der Stilllegung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

ANLAGE II

Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle

Die Strategie des Betreibers zur Vermeidung schwerer Unfälle und sein Sicherheitsmanagement stehen im Verhältnis zu der von der Abfallbewirtschaftungsanlage ausgehenden Gefährdung. Bei den entsprechenden Vorkehrungen sind folgende Elemente zu berücksichtigen:

1° Die Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle beinhaltet die übergeordneten Ziele und Handlungsgrundsätze des Betreibers im Hinblick auf die Verringerung der Gefährdung durch schwere Unfälle;

2° Das Sicherheitsmanagement beinhaltet den Teil des allgemeinen Managements, der sich auf den organisatorischen Aufbau, die Zuständigkeiten, Vorgehensweisen, Verfahren, Prozesse und Ressourcen für die Festlegung und Durchführung der Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle bezieht;

3° Das Sicherheitsmanagement berücksichtigt folgende Aspekte:

a) Organisation und Personal — Aufgaben und Zuständigkeiten der Mitarbeiter, die auf allen Ebenen der Organisation mit dem Management großer Risiken befasst sind; Ermittlung von Ausbildungs-/Schulungsbedarf dieser Mitarbeiter und Angebot entsprechender Kurse; Einbeziehung von Angestellten und gegebenenfalls Subunternehmen;

b) Ermittlung und Bewertung großer Risiken — Festlegung und Durchführung von Verfahren zur systematischen Ermittlung großer Risiken, die in normalen und außergewöhnlichen Betriebssituationen entstehen, sowie Abschätzung der Wahrscheinlichkeit ihres Eintretens und ihrer Schwere;

c) Betriebskontrolle — Festlegung und Durchführung von Verfahren und Erteilung von Anweisungen für den sicheren Betrieb, einschließlich Wartung der Einrichtung, Verfahren, Ausrüstung und kurzzeitiges Abschalten;

d) Planung von Änderungen — Festlegung und Durchführung von Verfahren zur Planung von Änderungen an den Einrichtungen oder der Gestaltung neuer Einrichtungen;

e) Notfallplanung — Festlegung und Durchführung von Verfahren zur Beschreibung vorhersehbarer Notfälle durch systematische Analyse und zur Vorbereitung, Erprobung und Überprüfung von Notfallplänen für derartige Notfälle;

f) Leistungsüberwachung — Festlegung und Durchführung von Verfahren zur kontinuierlichen Bewertung der Einhaltung der Ziele, die in der Strategie des Betreibers zur Vermeidung schwerer Unfälle und im Sicherheitsmanagement festgelegt sind, sowie von Mechanismen zur Prüfung und Einleitung von Abhilfemaßnahmen bei Nichteinhaltung. Die Verfahren erstrecken sich auf das System des Betreibers zur Meldung schwerer Unfälle und Beinaheunfälle — insbesondere bei Versagen von Schutzvorkehrungen — sowie auf deren Untersuchung und auf Folgemaßnahmen, die aufgrund der aus den Unfällen gezogenen Lehren ergriffen werden;

g) Prüfung und Überprüfung — Festlegung und Durchführung von Verfahren für eine regelmäßige, systematische Bewertung der Strategie zur Vermeidung schwerer Unfälle und der Wirksamkeit und Eignung des Sicherheitsmanagements; dokumentierte Überprüfung der Leistungsfähigkeit der Strategie und des Sicherheitsmanagements sowie deren Aktualisierung durch höhere Führungskräfte.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Festlegung sektorbezogener und gesamter Bedingungen für die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen und über die weitere Überwachung nach der Stilllegung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2900

[C — 2009/27156]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale en integrale voorwaarden voor de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 55 en 59^{quater};

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving;

Gelet op advies nr. 46.015/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en tot wijziging van Richtlijn 2004/35/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën, hierna installaties voor het beheer van winningsafval genoemd, bedoeld in rubriek 90.27.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° installaties voor het beheer van winningsafval : een site uitgekozen voor het verzamelen of storten van vaste, vloeibare, in oplossing of in suspensie zijnde winningsafval, gedurende de volgende periodes :

a) geen enkele periode wat betreft de installaties voor het beheer van afval van klasse 1 en de installaties voor gevaarlijke afval opgenomen in het afvalbeheersplan;

b) een periode van meer dan zes maanden wat betreft de installaties voor gevaarlijk afval dat onverwacht wordt gegenereerd;

c) een termijn van meer dan één jaar voor installaties voor niet-gevaarlijk niet-inert afval;

d) een periode van meer dan drie jaar wat betreft de installaties voor niet-verontreinigde grond, niet-gevaarlijk afval uit prospectie, afval uit de winning, de behandeling en de opslag van turf en inerte afval.

Die installaties zijn uitgerust met een dam of een structuur voor het bevatten, vasthouden, beperken of anderszins ondersteunen van een dergelijke installatie, alsmede, doch niet uitsluitend, afvalbergen en bekkens, maar met uitzondering van uitgravingen waarin afval wordt teruggeslept na extractie van het mineraal met het oog op rehabilitatie- en bouwdoeleinden;

2° afval : alle afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

3° winningsafval : afval dat afkomstig is van de prospectie, de winning, de behandeling en de opslag van mineralen en de exploitatie van groeven, met uitzondering van :

a) afval dat wordt gegenereerd door de prospectie, winning en behandeling van mineralen en de exploitatie van groeven, maar dat niet rechtstreeks afkomstig is van die activiteiten;

b) de injectie van water dat stoffen bevat uit activiteiten van prospectie en winning van koolwaterstoffen of mijnbouwactiviteiten en de injectie van water om technische redenen, in geologische formaties waaruit de koolwaterstoffen of andere stoffen zijn gewonnen of in geologische formaties die van natuur blijvend ongeschikt zijn voor andere doeleinden. Deze injecties bevatten geen andere stoffen dan deze die uit bovenvermelde activiteiten voortvloeien;

c) de herinjectie van uit mijnen en groeven gepompt water;

4° gevaarlijke afval : de afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

5° inerte afval : de afvalstoffen zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Afval moet als inert worden beschouwd als op korte en lange termijn aan de volgende criteria wordt voldaan :

— de afval zal geen enkele significante desintegratie of ontbinding of significante wijziging ondergaan die een voor de volksgezondheid ongunstig of schadelijk effect op het milieu zou veroorzaken;

— de afval bevat maximum 0.1 % sulphide sulphur; of de afval bevat maximum 1 % sulphide sulphur en de neutraliserende potentiële ratio omschreven als de ratio tussen het neutraliserende vermogen en het zuurbindend vermogen, en bepaald op basis van een statische test prEN N° XXY is hoger dan 3;

— er mag geen enkel gevaar van zelfontbranding of branden van de afval bestaan;

— de inhoud van de stoffen in de afval die potentieel schadelijk zijn voor het milieu en de volksgezondheid en in het bijzonder de stoffen As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V and Zn, inclusief in elk fijn afzonderlijk deeltje van de afval, is laag genoeg om een te verwaarlozen menselijk en ecologisch gevaar te betekenen op korte en lange termijn. Er wordt aan dit criterium voldaan als de inhoud van deze stoffen de regionale drempelwaarden niet overschrijdt voor de locaties die als niet-verontreinigd worden omschreven;

— de afval is in wezen vrij van elk product gebruikt voor de winning of voor processen die voor het milieu of de volksgezondheid schadelijk zouden kunnen zijn.

Afval kan zonder specifieke test als inert worden beschouwd als tot de tevredenheid van de technisch ambtenaar bewezen kan worden dat de criteria bedoeld in het tweede lid naar behoren in aanmerking zijn genomen en worden ingewilligd via bestaande voorafgaande informatie of andere geldige procedures of projecten;

6° niet-verontreinigde grond : grond die tijdens de winning is verwijderd van de bovenste laag van de bodem en die geen producten, preparaten, stoffen, afval, chemische verbindingen, organismen of micro-organismen bevat in een concentratie die rechtstreeks of onrechtstreeks schadelijk is of zou kunnen zijn voor de bodemkwaliteit;

7. minerale bron of mineraal : een van nature voorkomende afzetting in de aardkorst van een organische of anorganische stof, zoals brandstoffen, metaalertsen, industriële mineralen en mineralen voor de bouwsector, uitgezonderd water;

8° winningsindustrieën : alle ondernemingen die zich bezighouden met de bovengrondse of ondergrondse winning van mineralen voor commerciële doeleinden, met inbegrip van de winning door middel van het boren van boorputten of behandeling van het gewonnen materiaal;

9° verwerking : een mechanisch, fysisch, biologisch, thermisch of chemisch proces, of een combinatie van dergelijke processen die op minerale bronnen worden uitgevoerd met de bedoeling het mineraal te extraheren, inclusief het wijzigen van de grootte ervan, het classificeren, het scheiden en uitloggen, en het opnieuw verwerken van eerder weggegooid afval, maar exclusief smelten, thermische productieprocessen exclusief de verbranding van kalksteen, en metallurgische processen;

10° tailings : de vaste afvalstoffen of de slurries die achterblijven na de behandeling van mineralen door middel van scheidingsprocessen (bv. verbrijzelen, malen, sorteren naar grootte, flotatie en andere fysisch-chemische technieken) waarbij de waardevolle mineralen worden gescheiden van het minder waardevolle gesteente;

11° afvalberg : een aangelegde voorziening voor het storten van vast afval op het aardoppervlak;

12° dam : een aangelegde structuur die tot doel heeft water en afval binnen een bekken vast te houden en/of daartoe op te sluiten;

13° bekkens : een natuurlijke of aangelegde voorziening voor het storten van fijnkorrelig afval, doorgaans tailings, samen met wisselende hoeveelheden vrij water, afkomstig van de behandeling van minerale bronnen en het zuiveren en recycleren van proceswater;

14° in zwak zuur scheidbaar cyanide : cyanide en cyanideverbindingen die kunnen worden gescheiden door een zwak zuur bij een bepaalde pH;

15° percolaat : elke vloeistof die door de gestorte afvalstoffen sijpelt en afkomstig is uit een afvalbeheersvoorziening of zich daarin bevindt, met inbegrip van verontreinigd afvoerwater dat, als het niet op de juiste wijze behandeld wordt, nadelige effecten op het milieu kan hebben;

16° zwaar ongeval : een gebeurtenis op het terrein tijdens een exploitatie die het beheer van afval in een onder dit hoofdstuk begrepen inrichting omvat, waardoor hetzij onmiddellijk, hetzij na verloop van tijd, op het terrein of daarbuiten, ernstig gevaar voor de gezondheid van de mens en/of het milieu ontstaat;

17° gevaarlijke stof : een stof, mengsel of preparaat dat gevaarlijk is in de zin van Richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen of Richtlijn 1999/45/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;

18° ontvangend waterlichaam : oppervlaktewater, grondwater, overgangswater en kustwater die als volgt worden omschreven :

a) oppervlaktewater : binnenwateren, met uitzondering van grondwater, overgangswater en kustwateren, en voor zover het de chemische toestand betreft, ook territoriale wateren;

b) grondwater : al het water dat zich onder het bodemoppervlak in de verzadigde zone bevindt en dat in rechtstreeks contact met de bodem of de ondergrond staat;

c) overgangswater : een oppervlaktewaterlichaam in de nabijheid van een riviermonding, dat gedeeltelijk zout is door de nabijheid van kustwateren, maar dat in belangrijke mate door zoetwaterstromen wordt beïnvloed;

d) kustwateren : de oppervlaktewateren, gelegen aan de landzijde van een lijn waarvan elk punt zich op een afstand bevindt van één zeemijl zeewaarts van het dichtstbijzijnde punt van de basislijn vanwaar de breedte van de territoriale wateren wordt gemeten, zo nodig uitgebreid tot de buitengrens van een overgangswater;

19° prospectie : het zoeken naar economisch winbare ertslagen, tevens inhoudende bemonstering, bulkbemonstering, boren en graven, maar geen werkzaamheden in de ontwikkelingsfase voorafgaand aan de productiefase van dergelijke lagen, noch activiteiten die rechtstreeks verbonden zijn met bestaande winning;

20° exploitant : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van winningsafval, tevens met betrekking tot de tijdelijke opslag van winningsafval, alsmede de exploitatiefasen en de fase na de sluiting;

21° afvalhouder : de producent van het winningsafval of de natuurlijke persoon of rechtspersoon die het afval in bezit heeft;

22° bevoegde persoon : een natuurlijke persoon die over de technische kennis en ervaring beschikt om de taken uit te voeren die uit dit besluit voortvloeien;

23° terrein : alle land op een afzonderlijke geografische locatie onder de beheerscontrole van een exploitant;

24° ingrijpende wijziging : een wijziging in de structuur of de exploitatie van een afvalbeheersvoorziening die, naar het oordeel van de bevoegde autoriteit, belangrijke negatieve gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of het milieu;

25° bestaande voorziening : elke voorziening voor het beheer van winningsafval die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De voorziening waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

Art. 4. De exploitant treft alle maatregelen die nodig zijn om de nadelige effecten van het beheer van winningsafval voor het milieu en voor de menselijke gezondheid te voorkomen of zoveel mogelijk te beperken.

Dit omvat het beheer van alle afvalbeheersvoorzieningen, ook na sluiting van de afvalbeheersvoorziening, en de voorkoming van zware ongevallen waarbij die afvalbeheersvoorziening is betrokken, en de beperking van de gevolgen ervan voor het milieu en de menselijke gezondheid.

De in het eerste lid bedoelde maatregelen worden onder meer gebaseerd op de beste beschikbare technieken, rekening houdende met de technische kenmerken, de geografische ligging en de plaatselijke milieu-omstandigheden van de afvalbeheersvoorziening.

HOOFDSTUK II. — Afvalbeheersplan

Art. 5. § 1. De exploitant stelt een afvalbeheersplan op voor de beperking, behandeling, nuttige toepassing en verwijdering van winningsafval, rekening houdend met het beginsel van duurzame ontwikkeling.

§ 2. Een afvalbeheersplan heeft tot doel :

1° het ontstaan van afval, alsook de schadelijkheid ervan te voorkomen of te beperken, in het bijzonder door aandacht te schenken aan :

a) afvalbeheer in de ontwerpfase en bij de keuze van de methode die wordt gebruikt voor de winning en behandeling van mineralen;

b) de veranderingen die het winningsafval kan ondergaan met betrekking tot een vergroting van de specifieke oppervlakte en de blootstelling aan bovengrondse omstandigheden;

c) terugplaatsing van winningsafval in de uitgegraven ruimten na extractie van het mineraal, voorzover dit technisch en economisch haalbaar en vanuit milieu-oogpunt verantwoord is, overeenkomstig de huidige milieunormen op Gemeenschapsniveau en, waar van toepassing, overeenkomstig de voorschriften van dit hoofdstuk;

d) het weer aanbrengen van de bovenste grondlaag na de sluiting van de afvalbeheersvoorziening of, als dit praktisch niet haalbaar is, hergebruik van de bovenste grondlaag elders;

e) het gebruik van minder gevaarlijke stoffen voor de behandeling van minerale bronnen;

2° de nuttige toepassing van winningsafval door middel van recycling, hergebruik of terugwinning van dergelijk afval te bevorderen waar dat vanuit milieu-oogpunt verantwoord is overeenkomstig de huidige milieunormen op Gemeenschapsniveau en, waar relevant, andere voorschriften van dit hoofdstuk;

3° op de korte en de lange termijn de veilige verwijdering van winningsafval te waarborgen, in het bijzonder door het beheer tijdens de exploitatie en de fase na sluiting van een afvalbeheersvoorziening in overweging te nemen in de ontwerpfase en door een ontwerp te kiezen :

a) waarvoor weinig en, zo mogelijk, uiteindelijk geen monitoring, controle en beheer van de gesloten afvalbeheersvoorziening nodig is;

b) dat de, bijvoorbeeld aan verplaatsing van verontreinigde stoffen uit de voorziening door de lucht of door het water, op lange termijn toe te schrijven negatieve gevolgen voorkomt of althans zoveel mogelijk beperkt, en

c) dat de geotechnische stabiliteit op lange termijn van dammen of hopen die zich verheffen boven het voorheen bestaande bodemoppervlak waarborgt.

§ 3. Het afvalbeheersplan bevat ten minste de volgende elementen :

1° in voorkomend geval, de voorgestelde indeling van de afvalbeheersvoorziening overeenkomstig rubriek 90.27.01.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieu-effectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

a) wanneer rubriek 90.27.01.03 van toepassing is, een document waaruit blijkt dat een preventiebeleid voor zware ongevallen, een veiligheidsbeheersysteem voor de uitvoering ervan en een intern noodplan overeenkomstig artikel 9, zullen worden ingevoerd;

b) wanneer de exploitant van oordeel is dat een afvalbeheersvoorziening niet door rubriek 90.27.01.03 wordt beoogd, voldoende informatie ter staving, inclusief een identificatie van mogelijke ongevallen gevaren;

2° een karakterisering van de afval overeenkomstig bijlage I en een schatting van de totale hoeveelheid winningsafval die tijdens de exploitatiefase zal worden geproduceerd;

3° een beschrijving van de exploitatie die dergelijk afval voortbrengt, en van de daaropvolgende behandelingen die deze afval zal ondergaan;

4° een beschrijving van de manier waarop het milieu en de menselijke gezondheid nadelige effecten kunnen ondervinden als gevolg van het storten van dergelijke afval en de preventieve maatregelen die moeten worden genomen om de gevolgen voor het milieu tijdens de exploitatie en na sluiting tot een minimum te beperken, met inbegrip van de elementen waarnaar wordt verwezen in artikel 13, 1°, 2°, 4° en 5°;

5° de voorgestelde controle- en monitoringsprocedures uit hoofde van artikel 11, indien van toepassing en artikel 13, 3°;

6° het voorgestelde plan voor sluiting, inclusief de rehabilitatie, de procedures voor de follow-up en de monitoring na de sluiting overeenkomstig hoofdstuk VI;

7° maatregelen om de verslechtering van de waterkwaliteit te voorkomen, overeenkomstig het Waterwetboek, en maatregelen om bodem- en luchtverontreiniging te voorkomen of tot een minimum te beperken, overeenkomstig hoofdstuk VII;

8° een overzicht van de toestand van het land dat door de afvalbeheersvoorziening zou aangetast worden.

Het afvalbeheersplan verstrekt voldoende informatie om de technisch ambtenaar in staat te stellen te beoordelen in hoeverre de exploitant in staat is de in § 2, genoemde doelstellingen van het afvalbeheersplan te bereiken en zijn verplichtingen uit hoofde van dit besluit na te leven. In het plan wordt met name toegelicht hoe via het gekozen alternatief en de gekozen methode overeenkomstig § 2, 1°, a), de doelen van het in § 2, 1°, vastgelegde afvalbeheersplan worden verwezenlijkt.

Art. 6. Ook plannen die worden opgesteld uit hoofde van een andere nationale, regionale of communautaire wetgeving en die de in artikel 5, § 3 genoemde informatie bevatten, kunnen worden gebruikt wanneer dit onnodige overlapping van informatie en dubbel werk voor de exploitant voorkomt, mits aan alle voorschriften van de artikelen 5 en 8 wordt voldaan.

Art. 7. § 1. Het beheersplan wordt ter goedkeuring aan de technisch ambtenaar overgemaakt :

1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;

3° hetzij door afgifte van de akte tegen ontvangstbewijs.

De bevoegde ambtenaar stuurt de aanvrager, bij aangetekend schrijven, zijn beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van het beheersplan binnen vijftien dagen te rekenen van de dag waarop zij het plan heeft ontvangen. Bij ontstentenis wordt de aanvraag geacht volledig en ontvankelijk te zijn.

De aanvraag is onvolledig als de gevraagde gegevens ontbreken.

Als de aanvraag onvolledig is, moet de technisch ambtenaar op de ontbrekende gegevens wijzen. De ontbrekende gegevens worden door de aanvrager aan de technisch ambtenaar overgemaakt volgens de modaliteiten bedoeld in het eerste lid. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvullende stukken en gegevens stuurt de technisch ambtenaar zijn beslissing waarbij de aanvraag volledig en ontvankelijk bevonden werd. Bij ontstentenis wordt de aanvraag geacht volledig en ontvankelijk te zijn.

De aanvraag is onontvankelijk :

1° als ze is ingediend in strijd met het eerste lid;

2° als ze twee keer onvolledig wordt geacht.

Als de aanvraag onontvankelijk is, moet de technisch ambtenaar de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager meedelen.

De technisch ambtenaar stuurt de aanvrager zijn beslissing ter goedkeuring van het beheersplan bij ter post aangetekend schrijven binnen vijftien dagen te rekenen vanaf de dag dat hij zijn beslissing ter bevestiging van het volledig en ontvankelijk karakter van het plan heeft verstuurd.

§ 2. Een beroep tegen de beslissingen bedoeld in § 1, lid 7, kan door de exploitant worden ingesteld bij de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu.

Op straffe van verval, wordt het beroep ingediend binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing.

Het beroep wordt ingediend volgens de modaliteiten bedoeld in § 1, eerste lid.

De Directeur-generaal deelt zijn beslissing bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager mee binnen vijftien dagen, te rekenen van de dag waarop hij het beroep heeft ontvangen.

§ 3. Het goedgekeurde beheersplan wordt, naargelang het geval, bij de vergunning of de verklaring gevoegd.

§ 4. De wijziging van het beheersplan wordt goedgekeurd volgens de procedure omschreven in de §§ 1 en 2.

Art. 8. Het afvalbeheersplan wordt elke vijf jaar herzien en/of, waar nodig, gewijzigd in geval van ingrijpende wijzigingen in de exploitatie van de afvalbeheersvoorziening of in het gestorte afval. De technisch ambtenaar wordt in kennis gesteld van elke wijziging.

HOOFDSTUK III. — *Preventie van zware ongevallen en informatieverstrekking*

Art. 9. § 1. Elke exploitant van een installatie voor het beheer van winningsafval bedoeld in rubriek 90.27.01.03 van het besluit van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectenonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, met uitzondering van de installaties bedoeld in het Samenwerkingsakkoord van 21 juni 1999 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, legt, voordat de exploitatie begint, een preventiebeleid voor zware ongevallen met betrekking tot het beheer van winningsafval vast en voert een veiligheidsbeheersysteem in dat overeenkomstig de bepalingen in bijlage II wordt uitgevoerd. Tevens voert hij een intern noodplan in met de maatregelen die moeten worden genomen op het terrein, wanneer zich een ongeval voordoet.

In het kader van dat beleid stelt de exploitant een veiligheidsmanager aan die verantwoordelijk is voor de uitvoering van en het periodieke toezicht op het preventiebeleid voor zware ongevallen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde noodplannen hebben de volgende doelstellingen :

1° beperken en beheersen van zware ongevallen en andere incidenten teneinde de effecten ervan tot een minimum te beperken, en in het bijzonder het beperken van schade aan de menselijke gezondheid en het milieu;

2° uitvoeren van de maatregelen die noodzakelijk zijn om de menselijke gezondheid en het milieu te beschermen tegen de effecten van zware ongevallen en andere incidenten;

3° verstrekken van de nodige informatie aan het betrokken publiek en aan de betrokken diensten of overheden in het gebied;

4° zorgen voor de rehabilitatie, het herstel en de sanering van het milieu na een zwaar ongeval.

§ 3. Zodra een installatie voor het beheer van winningsafval in gebruik wordt genomen, stelt de exploitant een document op dat de volgende informatie vermeldt :

1° de naam van de exploitant en het adres van de afvalbeheersvoorziening;

2° de identiteit, met vermelding van de beklede functie, van de persoon die de informatie inzake preventie van zware ongevallen verstrekt;

3° de bevestiging dat de afvalbeheersvoorziening onderworpen is aan deze sectorale voorwaarden en, in voorkomend geval, dat de gevaren van zware ongevallen in kaart zijn gebracht en dat in het ontwerp, de bouw, de exploitatie, het onderhoud, de sluiting en de follow-up van de sluiting van de afvalbeheersvoorziening de noodzakelijke elementen zijn opgenomen om dergelijke ongevallen te voorkomen en de nadelige gevolgen daarvan voor de menselijke gezondheid en/of voor het milieu, met inbegrip van grensoverschrijdende gevolgen, te beperken, en door de bevoegde overheid worden goedgekeurd;

4° een uitleg in duidelijke en begrijpelijke woorden over de werkzaamheid of werkzaamheden die op het terrein worden verricht;

5° de gangbare namen of de generieke namen of de algemene gevaarclassificatie van de stoffen en preparaten die bij de afvalbeheersvoorziening zijn betrokken, alsook van het afval dat tot een zwaar ongeval zou kunnen leiden, met een indicatie van hun belangrijkste gevaarskenmerken.

6° algemene informatie over de aard van de gevaren voor zware ongevallen, met inbegrip van de potentiële effecten daarvan op de omwonende bevolking en het omliggende milieu;

7° de bevestiging van de verplichting voor de exploitant, tot het nemen van alle adequate maatregelen op het terrein, meer bepaald de hulpdiensten op te roepen om de zware ongevallen te bestrijden en de gevolgen ervan tot een minimum te beperken;

8° gegevens van de plaats waar verdere relevante informatie kan worden verkregen, afhankelijk van de geheimhoudingsvoorschriften.

Het document bedoeld in het eerste lid wordt aan de betrokken provinciegouverneur, de burgemeester van de gemeente(n) waar een openbaar onderzoek wordt georganiseerd en de toezichthoudend ambtenaar overgemaakt. Het document wordt gratis verstrekt aan elke persoon die erom vraagt.

Het document wordt om de drie jaar aan een nieuw onderzoek onderworpen en indien nodig bijgewerkt.

Art. 10. Bij een zwaar ongeval verstrekt de exploitant aan de bevoegde autoriteit onmiddellijk alle informatie die nodig is om de gevolgen van het ongeval voor de menselijke gezondheid tot een minimum te helpen beperken en de omvang van de feitelijke of potentiële milieuschade te beoordelen en tot een minimum te beperken.

HOOFDSTUK IV. — *Uitgegraven ruimten*

Art. 11. De exploitant neemt, indien deze met het oog op rehabilitatie- en bouwdoeleinden winningsafval terugplaatst in de door bovengronds of ondergrondse winning ontstane uitgravingskuilen, de passende maatregelen om :

1° de stabiliteit van de winningsafval veilig te stellen overeenkomstig, mutatis mutandis, artikel 13;

2° verontreiniging van bodem, oppervlaktewater en grondwater te voorkomen overeenkomstig, mutatis mutandis, de artikelen 20, 21 en 23;

3° te zorgen voor de monitoring van de winningsafval en de uitgegraven ruimte overeenkomstig, mutatis mutandis, de artikelen 17 en 18.

Het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving is van toepassing op niet uit de winningsindustrie afkomstig afval dat wordt gebruikt voor het opvullen van uitgegraven ruimten.

HOOFDSTUK V. — *Bouw en beheer van afvalbeheersvoorzieningen*

Art. 12. Het beheer van een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2 wordt toevertrouwd aan een bekwaam persoon die door de exploitant onder het personeel wordt aangewezen. De exploitant zorgt voor de technische ontwikkeling en de opleiding van zijn personeel.

Art. 13. Bij de bouw van een nieuwe afvalbeheersvoorziening of de aanpassing van een bestaande afvalbeheersvoorziening zorgt de exploitant ervoor dat :

1° de afvalbeheersvoorziening geschikt gelegen is, in het bijzonder ten aanzien van beschermde gebieden en geologische, hydrologische, hydrogeologische, seismische en geotechnische factoren, en zo is ontworpen dat wordt voldaan aan de noodzakelijke voorwaarden om, op korte en lange termijn, verontreiniging van de bodem, de lucht, het grondwater of het oppervlaktewater te voorkomen, rekening houdend met het Waterwetboek, om te verzekeren dat verontreinigd water en percolaat op doelmatige wijze worden verzameld zoals en wanneer dat volgens de vergunning wordt verlangd, en erosie door water of wind tegen te gaan voorzover dat technisch mogelijk en haalbaar is;

2° de afvalbeheersvoorziening passend is gebouwd, wordt beheerd en onderhouden, teneinde op de korte en de lange termijn haar fysieke stabiliteit te verzekeren en verontreiniging of besmetting van de bodem, de lucht, het oppervlaktewater of het grondwater te voorkomen en schade aan het landschap zoveel mogelijk te minimaliseren;

3° er passende plannen en regelingen zijn voor de periodieke monitoring en de inspectie van de voorziening door competente personen en voor het ondernemen van actie indien de resultaten wijzen op instabiliteit of verontreiniging van het water of de bodem;

4° passende regelingen zijn getroffen voor de rehabilitatie van het terrein en de sluiting van de voorziening;

5° passende regelingen zijn getroffen voor de fase na de sluiting van de afvalbeheersvoorziening.

De gegevens van de monitoring en de inspecties als bedoeld onder 1, 3°, worden, samen met de vergunningsdocumenten, bijgehouden om de passende overdracht van informatie te verzekeren, met name in het geval van een wijziging van exploitant.

Art. 14. De exploitant van een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2, met uitzondering van de afvalbeheersvoorzieningen, niet bedoeld in rubriek 90.27.01.03, die uitsluitend niet-gevaarlijk niet-inert afval moeten ontvangen, geeft de bevoegde overheid zonder onnodig uitstel en in elk geval binnen 48 uur kennis van alle gebeurtenissen die van invloed kunnen zijn op de stabiliteit van de afvalbeheersvoorziening, alsook van alle belangrijke nadelige milieueffecten die bij de controle- en monitoringsprocedures van de afvalbeheersvoorziening aan het licht komen. De exploitant voert het interne noodplan, indien van toepassing, uit en volgt alle overige instructies van de bevoegde overheid met betrekking tot de te treffen correctieve maatregelen.

De exploitant betaalt de kosten van de te treffen maatregelen.

De exploitant brengt met een frequentie die wordt bepaald door de bevoegde overheid, maar in elk geval minstens éénmaal per jaar, op basis van verzamelde gegevens aan de bevoegde overheid en aan de toezichthoudend ambtenaar verslag uit van alle monitoringsresultaten om aan te tonen dat wordt voldaan aan de voorschriften van de vergunning, en om de kennis van het gedrag van afval en afvalbeheersvoorziening te vergroten. Op basis van dit rapport kan de bevoegde autoriteit besluiten dat validering door een onafhankelijke deskundige noodzakelijk is.

HOOFDSTUK VI. — *Sluiting en monitoring na sluiting*

Art. 15. Een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2 doet de sluitingsprocedure pas aanvangen indien wordt voldaan aan één van de volgende voorwaarden :

1° er is voldaan aan de toepasselijke voorwaarden die in de vergunning staan vermeld;

2° de technisch ambtenaar heeft op verzoek van de exploitant toestemming tot sluiting verleend;

3° de technisch ambtenaar heeft daartoe een besluit genomen.

Art. 16. Een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2 mag pas als definitief gesloten worden beschouwd nadat de toezichthoudend ambtenaar zonder onnodig uitstel een eindinspectie ter plaatse heeft uitgevoerd, alle rapporten heeft beoordeeld die door de exploitant zijn ingediend, officieel heeft verklaard dat het terrein waaraan de afvalbeheersvoorziening schade heeft toegebracht is gerehabiliteerd en aan de exploitant heeft meegedeeld dat zij de sluiting goedkeurt.

Die goedkeuring doet niets af aan de verplichtingen van de exploitant uit hoofde van de vergunningsvoorwaarden of de vigerende wetgeving.

Art. 17. Na de sluiting is de exploitant van een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2 verantwoordelijk voor het onderhoud, de monitoring en de controle van het terrein en de corrigerende maatregelen voor zolang de technisch ambtenaar zulks verlangt, rekening houdend met de aard en de duur van het gevaar, tenzij hij besluit dergelijke taken na de definitieve sluiting van de exploitant over te nemen, onverminderd eventuele wettelijke bepalingen betreffende de aansprakelijkheid van de afvalhouder.

Art. 18. Indien de technisch ambtenaar het na de sluiting van een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2 noodzakelijk acht, met het oog op voldoening aan de relevante milieuvorwaarden voorzien in het Waterwetboek, met uitzondering van de afvalbeheersvoorzieningen, niet bedoeld in rubriek 90.27.01.03, die uitsluitend niet-gevaarlijk niet-inert afval moeten ontvangen, zal de exploitant onder meer de fysieke en chemische stabiliteit van de voorziening onder controle houden en eventuele negatieve milieueffecten tot een minimum beperken, in het bijzonder met betrekking tot het oppervlaktewater en grondwater, door te verzekeren dat :

1° alle structuren die deel uitmaken van de voorziening worden gemonitord en in stand gehouden, met controle- en meetapparatuur die altijd gebruiksklaar is;

2° voorzover van toepassing, overloop- en afvoerkanalen schoon en vrij worden gehouden.

Art. 19. Na de sluiting van de afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2, met uitzondering van de afvalbeheersvoorzieningen, niet bedoeld in rubriek 90.27.01.03, die uitsluitend niet-gevaarlijk niet-inert afval moeten ontvangen, stelt de exploitant de technisch ambtenaar en de toezichthoudend ambtenaar onverwijld in kennis van alle gebeurtenissen die de stabiliteit van de voorziening kunnen aantasten, alsook van alle belangrijke nadelige milieueffecten die bij de relevante controle- en monitoringsprocedures aan het licht komen. De exploitant voert het interne noodplan, indien van toepassing, uit en volgt alle overige instructies van de technisch ambtenaar met betrekking tot de te treffen correctieve maatregelen.

De exploitant betaalt de kosten van de te treffen maatregelen.

De exploitant brengt met een frequentie die door de technisch ambtenaar wordt bepaald, op basis van verzamelde gegevens, aan de technisch ambtenaar en aan de toezichthoudend ambtenaar verslag uit van alle monitoringsresultaten om aan te tonen dat wordt voldaan aan de voorschriften van de vergunning, en om de kennis van het gedrag van afval en afvalbeheersvoorziening te vergroten.

HOOFDSTUK VII. — *Preventie van de verslechtering van de waterkwaliteit en van de lucht- en bodemverontreiniging*

Art. 20. De exploitant neemt de noodzakelijke maatregelen om, overeenkomstig het Waterwetboek, de verslechtering van de huidige kwaliteit van het water te voorkomen, onder meer door :

1° de potentiële percolaatvorming te evalueren, met inbegrip van de verontreinigde bestanddelen van het percolaat, vanuit het gestorte afval zowel tijdens de exploitatiefase als de fase na de sluiting van de afvalbeheersvoorziening, en de waterbalans van de afvalbeheersvoorziening te bepalen;

2° te voorkomen dat percolaat wordt gegenereerd en oppervlaktewater en grondwater of de bodem door het afval worden verontreinigd, of zulks tot een minimum te beperken;

3° het verontreinigde water en percolaat van de afvalbeheersvoorziening verzameld en behandeld worden totdat wordt voldaan aan de geldende lozingsnormen.

Art. 21. Als de bevoegde autoriteit op basis van een beoordeling van de milieurisico's en rekening houdend met de bepalingen van het Waterwetboek, voorzover van toepassing, heeft besloten dat het verzamelen en behandelen van percolaat niet nodig is, of als is vastgesteld dat de afvalbeheersvoorziening geen potentieel gevaar voor de bodem, het grondwater of het oppervlaktewater vormt, kunnen de in artikel 20, 2° en 3° bedoelde voorschriften dienovereenkomstig vervallen of worden afgezwakt.

Art. 22. Het verwijderen van winningsafval, ongeacht of dit zich in vaste vorm, in de vorm van slib of in vloeibare vorm bevindt, in een ontvangend waterlichaam, niet zijnde het waterlichaam dat is aangelegd voor het verwijderen van winningsafval, mag alleen door de exploitant worden uitgevoerd als hij voldoet aan de toepasselijke voorschriften van het Waterwetboek.

Art. 23. Wanneer winningsafval terug in uitgravingskuilen wordt geplaatst, ontstaan door bovengrondse of ondergrondse winning, die na sluiting mogen volstromen, neemt de exploitant de noodzakelijke maatregelen om de verslechtering van de water en bodemverontreiniging te voorkomen of tot een minimum te beperken, overeenkomstig, mutatis mutandis, de artikelen 20 en 21.

De exploitant voorziet de bevoegde overheid van de informatie die noodzakelijk is voor de naleving van zijn verplichtingen.

Art. 24. In het geval van een bekken waarin cyanide aanwezig is, verzekert de exploitant van een afvalbeheersvoorziening van klasse 1 of 2, met uitzondering van de afvalbeheersvoorzieningen, niet bedoeld in rubriek 90.27.01.03, die uitsluitend niet-gevaarlijk niet-inert afval moeten ontvangen, dat de concentratie van in zwak zuur scheidbaar cyanide in het bekken met behulp van de beste beschikbare technieken wordt beperkt tot het laagst mogelijke niveau en, in elk geval, bij voorzieningen waaraan al een vergunning is verleend of die al in bedrijf zijn vóór 1 mei 2008, dat de concentratie van in zwak zuur scheidbaar cyanide op het punt van lozing van de tailings uit de verwerkende inrichting in het bekken in elk geval de 50 ppm vanaf 1 mei 2008, de 25 ppm vanaf 1 mei 2013, de 10 ppm vanaf 1 mei 2018 en de 10 ppm bij voorzieningen waaraan een vergunning is verleend na 1 mei 2008 niet overschrijdt.

Op verzoek van de bevoegde overheid, toont de exploitant, door middel van een risicobeoordeling waarin rekening wordt gehouden met de specifieke omstandigheden van het terrein, aan dat die concentratiegrenzen niet verder hoeven te worden verlaagd.

Art. 25. De exploitant neemt aangepaste maatregelen om stof en gasemissies te voorkomen of te beperken.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiële waarborg*

Art. 26. Voordat winning wordt begonnen met werkzaamheden waarbij winningsafval in een installatie voor het beheer van winningsafval van klasse 1 of 2 wordt opgestapeld of gestort, met uitzondering van de afvalbeheersvoorzieningen, niet bedoeld in rubriek 90.27.01.03, die uitsluitend niet-gevaarlijk niet-inert afval moeten ontvangen, vereist de bevoegde overheid een financiële zekerheid zodat :

a) alle verplichtingen die in de vergunning worden vermeld, inclusief bepalingen voor na de sluiting, worden nagekomen;

b) op elk moment middelen voorhanden zijn voor de rehabilitatie van het land dat door de afvalbeheersvoorziening is aangetast, zoals omschreven in het afvalbeheersplan.

Art. 27. De zekerheid wordt berekend op basis van :

1° de waarschijnlijke invloed van de afvalbeheersvoorziening op het milieu. Daarbij wordt in het bijzonder rekening gehouden met de klasse van de voorziening, de kenmerken van de afval en het toekomstige gebruik van het gerehabiliteerde land;

2° de aanneming dat onafhankelijke en deugdelijk gekwalificeerde derde partijen de noodzakelijke rehabilitatiewerkzaamheden zullen beoordelen en uitvoeren.

Het bedrag van de zekerheid wordt periodiek aangepast, afhankelijk van de elke rehabilitatiewerkzaamheid die op het door de afvalbeheersvoorziening aangetaste land moet worden uitgevoerd, zoals omschreven in het afvalbeheersplan.

Art. 28. Indien de technisch ambtenaar overeenkomstig artikel 16, instemt met de sluiting, verstrekt de technisch ambtenaar de exploitant een schriftelijke verklaring die de exploitant ontslaat van de in artikel 26 bedoelde verplichting tot financiële waarborg met uitzondering van de verplichtingen die betrekking hebben op de fase na de sluiting van de afvalbeheersvoorziening, overeenkomstig artikel 17.

HOOFDSTUK IX. — *Toezicht*

Art. 29. Voorafgaand aan de aanvang van de stortactiviteiten en vervolgens met regelmatige door de bevoegde overheid te bepalen tussenpozen, ook in de fase na de sluiting, inspecteert de toezichthoudend ambtenaar de afvalbeheersvoorzieningen om zich ervan te vergewissen dat deze voorzieningen voldoen aan de relevante voorschriften van de vergunning. Een positief resultaat doet niets af aan de verantwoordelijkheid van de exploitant uit hoofde van de vergunningsvoorschriften.

Art. 30. De exploitant houdt registers betreffende elke afvalbeheersactiviteit bij, legt ze ter inzage van de bevoegde overheid voor inspectie en zorgt ervoor dat in het geval van een wijziging van exploitant tijdens de exploitatiefase van een afvalbeheersvoorziening, de bijgewerkte informatie en verslagen met betrekking tot de voorziening op passende wijze worden overgedragen.

HOOFDSTUK X. — *Wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De winningsafval bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting valt niet onder de bepalingen van dit besluit.»

Art. 32. De afvalbeheersvoorzieningen die op 1 mei 2008 in bedrijf zijn, voldoen uiterlijk 1 mei 2012 aan de bepalingen van dit besluit, met uitzondering van :

1° de bepalingen van artikel 26, waaraan uiterlijk 1 mei 2014 voldaan moet worden;

2° de bepalingen van artikel 24, waaraan voldaan moet worden binnen de termijn waarin ze voorzien.

Het eerste lid is niet van toepassing op afvalbeheersvoorzieningen die op 1 mei 2008 gesloten werden.

Artikel 11 is van toepassing zodra dit besluit in werking treedt.

Art. 33. De hoofdstukken II en III en de artikelen 15 tot 18, 26 en 27 zijn niet van toepassing op de afvalbeheersvoorzieningen :

— die vóór 1 mei 2006 zijn gestopt met het aanvaarden van afval,

— die de sluitingsprocedures afronden overeenkomstig de vergunning die op hen van toepassing is, en

— die uiterlijk 31 december 2010 daadwerkelijk gesloten zullen zijn.

Art. 34. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

Afvalkarakterisering

I. De afval die in een voorziening gestort wordt, wordt zodanig gekarakteriseerd dat de fysische en chemische stabiliteit van de structuur van de voorziening op lange termijn gegarandeerd wordt en zware ongevallen voorkomen kunnen worden. De afvalkarakterisering omvat, waar dat passend is en in overeenstemming is met de classificatie van de afvalbeheersvoorziening, de volgende aspecten :

1° een beschrijving van de verwachte fysische en chemische kenmerken van de afval dat op korte en lange termijn zal worden gestort, waarbij met name de stabiliteit ervan onder de aan het oppervlak heersende atmosferische/meteorologische wordt vermeld, rekening houdend met het soort gewonnen minera(a)l(en) en de aard van eventuele overbelasting en/of ganggesteentemineralen, die tijdens de winningswerkzaamheden worden verplaatst;

2° een classificatie van de afval volgens de toepasselijke indeling in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, met bijzondere aandacht voor de gevaarlijke kenmerken van de afval in kwestie;

3° een beschrijving van de chemische stoffen die worden gebruikt tijdens de behandeling van het mineraal, en de stabiliteit van deze stoffen;

4° een beschrijving van de stortmethode;

5° het toe te passen afvalvervoersysteem.

II. De gegevens bedoeld in punt I bevatten de volgende informatie :

1. Algemene informatie :

Doorlopen van en uitleg over de algemene context en de doelstellingen van de winningswerkzaamheden.

Inzameling van algemene informatie over de volgende gegevens :

— prospectie, winning, of uitgevoerde activiteiten,

— type en omschrijving van de aangewende winningsmethoden en processen, en

— aard van de voorziene producten.

2. Informatie over de geologie van de opslagplaatsen.

Identificatie van de afvaleenheden die via winning en proces worden blootgesteld door informatie te verstrekken over :

— de aard, de chemie en de mineralogie van de omliggende rotsen, met inbegrip van de hydrothermale opzetting van de gemineraliseerde rotsen en afvalgesteenten,

— de aard van de opslag, met inbegrip van de gemineraliseerde rotsen of rotsen die mineralisaties bevatten,

— de typologie, de kenmerken en mineralogie van de mineralisatie, met inbegrip van de fysische eigenschappen zoals de dichtheid, de porositeit, de korrelgrootteverdeling, het watergehalte, het afvalgesteente dat de ontgonnen minerale stoffen bedekt, het ganggesteente van de ontgonnen minerale stoffen, de nieuw gevormde hydrothermale mineralen,

— de grootte en de geometrie van de opslag,

— de erosie en de supergene wijziging op chemisch en mineralogisch vlak.

3. De afval en de voorziene behandeling.

Omschrijving van de aard van elk geproduceerde afval in elke prospectie, winning en behandelingsactiviteit, inclusief de afgegraven aarde, rotsafval en bezinkingsstoffen, en daarbij informatie verstrekken over de volgende gegevens :

— de oorsprong van de afval op het ontginningsgebied en het proces dat deze afval produceert, zoals de prospectie, de winning, de vermaling, de concentratie,

— de hoeveelheid afval,

— de omschrijving van het afvalvervoersysteem,

— de omschrijving van de chemische stoffen die worden gebruikt tijdens de behandeling,

— het type afvalbeheersvoorziening, eindvorm van de opgeslagen afval en opslagmethode van de afval in de voorziening.

4. Geotechnisch gedrag van de afval.

Identificatie van de aangepaste parameters om de intrinsieke fysische kenmerken van de afval te bepalen, rekening houdend met het type afvalbeheersvoorziening.

Relevante parameters die in aanmerking moeten worden genomen : granulometrie, plasticiteit, dichtheid en watergehalte, verdichtingsgraad, schuifsterke en wrijvingshoek, permeabiliteit en ratio van poriënvolume en van de totale inhoud, samendrukbaarheid en consolidatie.

5. Geochemische kenmerken en gedrag van de afval.

Specificatie van de chemische en mineralogische kenmerken van de afval en van alle toeslagstoffen of residuen in de afval.

Voorspelling van de chemische kenmerken van het afvalwater dat door de afval percoleert (voor elke soort afval), rekening houdend met de voorziene behandeling, in het bijzonder :

a) beoordeling van de metalen, oxyanion en evolutie in de tijd van de oplosbaarheid d.m.v. percolatietests met variabele pH, en/of percolatietest en/of emissie (totale afgifte) in functie van de tijd en/of andere aangepaste tests,

b) voor de afval die sulphide bevat, moeten statische of kinetische tests worden uitgevoerd om het zuurbindend vermogen en de verandering van de oplosbaarheid van de metalen in functie van de tijd te bepalen.

Opmerking : De criteria om inert afval overeenkomstig artikel 3, 3° van dit besluit te bepalen, moeten in aanmerking worden genomen om het geochemisch gedrag van de afval te bepalen. Indien afval op basis van deze criteria als inert wordt beschouwd, moet deze afval uitsluitend het voorwerp uitmaken van de bovenbedoelde geochemische tests.

III. De informatie en gegevens die nodig zijn voor de afvalkarakterisering worden in onderstaande volgorde ingezameld :

1. De bestaande onderzoeken en studies, inclusief de bestaande vergunningen, de geologische studies, de gelijksoortige voorzieningen, de lijsten van inert afval, aangepaste keuringsregelingen, de Europese of regionale criteria voor gelijksoortige materialen die aan de hierboven vermelde technische eisen voldoen, moeten worden gebruikt;

2. De kwaliteit en representativiteit van elke informatie moet worden beoordeeld en de eventuele ontbrekende informatie moet worden geïdentificeerd;

3. Als de nodige informatie voor de karakterisering van de afval ontbreekt, moet een monsternemingsplan overeenkomstig de standaard EN 14899 worden opgesteld en de monsternemingen moeten overeenkomstig het monsternemingsplan gebeuren. De monsternemingsplannen moeten op informatie worden gebaseerd die als nodig wordt geacht, met inbegrip van :

de doelstelling van de inzameling van gegevens,

het testprogramma en de eisen van de monsternemingen,

de toestanden van de monsternemingen, met inbegrip van de monsternemingen met boorkern, winningsfront, transportband, de opslag, de bekkens of een andere relevante toestand,

de procedures en aanbevelingen voor het aantal, de grootte, de massa, de omschrijving en de behandeling van de monsternemingen,

De ernst en de kwaliteit van het resultaat van de monsternemingen worden beoordeeld;

4. De resultaten van het karakteriseringsproces moeten worden beoordeeld en, indien nodig, moet bijkomende informatie volgens dezelfde methodologie worden ingezameld. Het eindresultaat moet in het afvalbeheersplan worden opgenomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden voor de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting. Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE II

Beleid ter voorkoming van zware ongevallen

Het beleid ter voorkoming van zware ongevallen en het veiligheidsbeheersysteem van de exploitant dienen in verhouding te staan tot de gevaren voor zware ongevallen die de afvalbeheersvoorziening oplevert. Bij de uitvoering daarvan zal met de volgende elementen rekening worden gehouden :

1° het preventiebeleid voor zware ongevallen bevat de algemene doelen en handelingsbeginselen van de exploitant met betrekking tot de beheersing van de gevaren voor zware ongevallen;

2° het veiligheidsbeheersysteem omvat het deel van het algemene beheersysteem dat betrekking heeft op de organisatiestructuur, de verantwoordelijkheden, de praktijken, de procedures, de processen en de middelen voor de vaststelling en de uitvoering van het beleid ter voorkoming van zware ongevallen;

3° het veiligheidsbeheersysteem dient in te gaan op de volgende zaken :

a) organisatie en personeel — de taken en verantwoordelijkheden van het personeel dat betrokken is bij het beheer van grote gevaren, op alle niveaus van de organisatie; bepaling van opleidingsbehoeften van dit personeel en het bieden van de aldus bepaalde opleiding, en betrokkenheid van werknemers en, voorzover van toepassing, toeleveringsbedrijven;

b) in kaart brengen en evaluatie van grote gevaren — de goedkeuring en uitvoering van procedures voor het systematisch in kaart brengen van grote gevaren die voortkomen uit normale of bijzondere werkzaamheden, en beoordeling van de waarschijnlijkheid en ernst ervan;

c) operationele controle — de goedkeuring en uitvoering van procedures en instructies voor een veilige exploitatie, met inbegrip van het onderhoud, van de inrichting, processen, apparatuur en tijdelijke stilleggingen;

d) management van verandering — de goedkeuring en toepassing van procedures voor de planning van aanpassingen aan of het ontwerp van nieuwe afvalbeheersvoorzieningen;

e) planning voor noodsituaties — de goedkeuring en toepassing van procedures voor het in kaart brengen van voorzienbare noodsituaties door middel van systematische analyse, en voor het opstellen, testen en beoordelen van noodplannen om op dergelijke noodsituaties te reageren;

f) monitoring van de prestaties — de goedkeuring en toepassing van procedures voor de doorlopende beoordeling van de overeenstemming met de doelstellingen van het preventiebeleid voor zware ongevallen en het veiligheidsbeheersysteem van de exploitant, en de mechanismen voor het onderzoeken van en het treffen van corrigerende maatregelen in gevallen van niet-naleving. De procedures moeten het systeem van de exploitant voor de rapportage van zware ongevallen of bijna-ongevallen bestrijken, in het bijzonder de voorvallen die te maken hebben met het falen van beschermende maatregelen, alsook het onderzoek daarnaar en de follow-up op basis van de verworven kennis;

g) audit en toetsing — de goedkeuring en toepassing van procedures voor de periodieke systematische toetsing van het preventiebeleid voor zware ongevallen en de effectiviteit en geschiktheid van het veiligheidsbeheersysteem; de gedocumenteerde toetsing van de prestaties van het beleid en het veiligheidsbeheersysteem en de bijstelling daarvan door het hoger kader.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende sectorale en integrale voorwaarden voor de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de monitoring na sluiting. Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN